



**HAL**  
open science

# L'immigration et l'insécurité dans la campagne télévisée de Nicolas Sarkozy

Romain Leclercq

► **To cite this version:**

Romain Leclercq. L'immigration et l'insécurité dans la campagne télévisée de Nicolas Sarkozy. Science politique. 2012. dumas-00760729

**HAL Id: dumas-00760729**

**<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00760729>**

Submitted on 4 Dec 2012

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Romain

Leclercq

N° étudiant : 11027601

**M2 Sociologie et institutions du politique**

**2011/2012**

# **L'immigration et l'insécurité dans la campagne télévisée de Nicolas Sarkozy .**

Sous la direction de Monsieur Jacques Gerstlé

# **Sommaire :**

## **I / La stratégie de communication télévisuelle de Nicolas Sarkozy...10**

<b>1 / Les effets des médias sur l'opinion.....</b>	<b>10</b>
A) Les effets directs des médias.....	10
B) Les effets indirects des médias.....	11
C) Une approche persuasive des médias.....	11
<b>2/ La télévision comme outil de communication.....</b>	<b>13</b>
A) Un moyen de s'adresser aux masses.....	13
B) La télévision et le politique, un moyen d'influencer l'opinion.....	14
<b>3/ La stratégie de communication de Nicolas Sarkozy pour 2012.....</b>	<b>17</b>
A) Les liens entre Nicolas Sarkozy et la télévision.....	17
B) Une campagne éclair centrée sur ses thématiques de prédilection.....	21

## **II/ Une campagne à la droite de la droite.....23**

<b>1 / L'influence d'un homme : Patrick Buisson.....</b>	<b>23</b>
A/ Un idéologue d'extrême-droite.....	23
B/ Les relations Patrick Buisson-Nicolas Sarkozy.....	23
C) L'inspirateur d'une campagne orientée sur les thèmes de l'immigration et de l'insécurité.....	25
<b>2 / L'immigration et l'insécurité dans le discours politique français.....</b>	<b>27</b>
A / L'immigration en France.....	30
a) Une prise en compte tardive par le politique.....	30
b) L'immigration un pilier du discours sarkozyste.....	35
B / L 'insécurité en France.....	39
a) L'évolution d'une thématique dans le paysage politique français.....	39
b) L'instrumentalisation du sentiment d'insécurité.....	40
c) Nicolas Sarkozy, l'image du "premier flic de France".....	56
<b>3/ L'état de l'opinion sur ces thématiques .....</b>	<b>50</b>
A / Les préoccupations des français.....	50
a)Les thématiques majeures en 2012.....	50
b) Des sensibilités équivalentes au sein de l'électorat.....	56
c) La comparaison entre François Hollande et Nicolas Sarkozy .....	61
<b>4/ S'adresser aux classes populaires.....</b>	<b>64</b>
A/La fracture identitaire.....	64
B/ Une captation de l'électorat populaire.....	69

<b>III/ L'influence de l'usage des thématiques immigration et insécurité.....</b>	<b>74</b>
<b>1/ La concurrence entre Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen.....</b>	<b>78</b>
A / Une entrée en campagne donnant la tonalité.....	78
B / Une étape décisive .....	87
C/ Un nouveau rapport de force se dessine.....	93
a) La récupération de l'affaire Merah.....	93
b) Le discours à la veille du premier tour.....	98
c) La percée de Marine Le Pen dans les urnes.....	101
<b>2/ L'entre-deux tours : cap sur l'électorat LePen.....</b>	<b>106</b>
A/) Les enjeux de cet entre-deux tours.....	106
B) A droite toute pour Nicolas Sarkoz.....	109

La droite française qui prend naissance au moment de la Révolution Française de 1789 est composée de plusieurs courants de pensée et la compréhension de cette diversité des droites est un élément essentiel pour appréhender les stratégies des candidats en période électorale.

Dans un ouvrage référence intitulé "*Les droites en France*"<sup>1</sup>, René Rémond avait d'ailleurs cherché à mettre en évidence ce phénomène en distinguant trois lignes idéologiques au coeur de ce mouvement politique.

Pour lui, la formation des différents courants au sein de la droite française est la conséquence de l'évolution de la pensée politique depuis 1789.

Ainsi, il dégage d'abord une droite libérale et orléaniste qui se caractérise par le règne de l'intérêt et qui avait comme clientèle la bourgeoisie et les notables. La philosophie politique de ce courant idéologique s'apparente à un mélange de libéralisme et de conservatisme, cela passe donc par une affirmation de la liberté comme principe ultime associée à une certaine stabilité et une responsabilisation de l'individu.

René Rémond associera cette droite à celle du giscardisme qui aura tendance à exalter les libertés individuelles des citoyens, la loi sur l'Interruption volontaire de grossesse a par exemple été votée sous son septennat; au niveau économique l'initiative privée est ici favorisée.

La seconde ligne idéologique que distingue René Rémond est une droite héritière du bonapartisme. Elle prend véritablement forme après la révolution de 1848 et comme son nom l'indique aura pour modèle la figure que représente Louis-Napoléon Bonaparte qui incarne alors la puissance étatique. Même si l'idéologie bonapartiste cherche à aller au delà des clivages politiques qui scindent la société, l'auteur classe ce courant de pensée à droite sur l'échiquier politique. Ce mouvement se caractérise par ses aspects conservateur, autoritaire et démocratique. Le milieu paysan français était particulièrement réceptif aux idées promulguées par les représentants de ce courant.

Dans une perspective plus moderne, le gaullisme pourrait s'apparenter à ce courant de droite. En effet, René Rémond témoigne des liens qui unissent la figure de Charles De Gaulle avec le bonapartisme, il fait alors référence à l'autorité qu'incarnait le Général et à sa volonté de faire rayonner la France sur la scène internationale; il souligne également son intention de se situer au dessus des partis et de se poser en tant que rassembleur de l'unité nationale.

---

<sup>1</sup> Rémond René, 1982 "*Les Droites en France*" Editions Aubier

Enfin, René Rémond met en évidence un troisième courant idéologique à droite qu'il va qualifier de traditionnelle et de réactionnaire, c'est sur ce mouvement et son évolution dans le monde contemporain que nous allons nous focaliser.

Ce courant prend racine au début du XIX<sup>ème</sup> siècle et s'inspire de la pensée légitimiste qui militait notamment en faveur d'un retour de la royauté et qui manifestait son opposition à l'idéologie révolutionnaire de 1789. Même si à ce moment là l'influence des légitimistes au niveau politique était limitée, ils réussissaient à trouver un écho important dans les régions où le clergé était très présent telles que l'ouest et le midi de la France par l'intermédiaire de la presse royaliste comme *La Gazette de France* ou encore *La Quotidienne*.

Progressivement, l'idéologie véhiculée par le mouvement légitimiste va prendre de l'importance, en 1873 une coalition se forme à l'Assemblée mais c'est avec l'Action française formée en 1899 que la droite réactionnaire va véritablement connaître son point de départ.

L'Action Française qui naît au moment de l'affaire Dreyfus avait ainsi pour vocation de défendre la nation française et de préserver l'identité nationale tout en militant pour un retour à la monarchie royaliste, ce mouvement contribuera à donner une réelle impulsion à cette droite traditionnelle et réactionnaire.

Dans la continuité de son analyse, René Rémond nous indique que cette mouvance de droite sera marginalisée dans le paysage politique français, en tout cas jusque dans les années 1970.

Ainsi, on assiste depuis trente ans à une évolution et un renouvellement de cette droite réactionnaire.

Dès lors; ce phénomène commence en France dans le courant des années 1980, on a alors pu assister à la montée en puissance d'une droite extrême symbolisée par le développement du Front National dans le paysage politique français, son leader Jean-Marie Le Pen va alors emprunter certaines idées et thématiques à cette droite réactionnaire et traditionnelle telle que la décrivait René Rémond.

Les nouveaux thèmes de l'immigration et de l'insécurité vont peu à peu structurer le discours de cette extrême droite.

Se décrivant comme une droite populaire sociale et nationale, le Front National et ses dirigeants ne vont pas hésiter à adopter un discours teinté de xénophobie, de protection des frontières et de préservation de l'identité nationale.

Le parti va progressivement tenter de reprendre l'ascendant sur les milieux populaires français quelques peu abandonnés par les partis républicains, les citoyens semblent particulièrement réceptifs à ce discours dans les périodes d'incertitudes économiques et sociales.

D'ailleurs, le politologue Pierre-André Taguieff a théorisé le phénomène de néo national-populisme<sup>2</sup> auquel nous sommes en train d'assister avec le développement de la mondialisation. Ainsi, l'auteur constate que depuis trente ans face aux bouleversements économiques et identitaires provoqués par la mondialisation, les représentants des droites européennes ont eu tendance à radicaliser leurs discours et pour certains dépasser les exigences républicaines qui leurs incombaient.

Ces derniers n'hésitent alors pas à dénoncer les dangers que l'immigration représente pour l'identité de la nation, faisant de l'étranger une menace pour la population.

L'évolution de ce courant de pensée a ainsi modifié les rapports de force à droite. Une partie de l'électorat étant sensible au discours réactionnaire et identitaire du Front National, cela pouvait compromettre les chances d'obtenir une majorité aux élections, il a donc fallu s'adapter à cette situation et s'interroger sur la ligne idéologique à poursuivre.

Ainsi, progressivement, cette ultra-droite française va déteindre quelque peu sur la droite dite classique.

On assiste depuis plusieurs années au développement d'un courant de pensée associé à cette idéologie réactionnaire et traditionnelle au sein de la droite républicaine française c'est à dire l'Ump.

Dans ce contexte, il apparait que la personne de Nicolas Sarkozy a joué un rôle important dans la redéfinition de la ligne idéologique de la droite républicaine depuis plusieurs années.

Au cours des années 2000, Nicolas Sarkozy va alors adopter un discours permettant de concurrencer le Front National sur son terrain, la conquête de son électorat devient un enjeu majeur pour remporter l'élection de 2007.

Il va alors multiplier les lois, les interventions médiatiques et les annonces afin de traiter de ces problématiques, il va également s'entourer de personnes chargées de relayer son discours auprès des médias.

On pense ici à des personnalités telles que Brice Hortefeux, Claude Guéant ou encore Thierry Mariani qui ont occupé des responsabilités gouvernementales au cours de ces dernières années, ils serviront de porte parole sur ces thématiques auprès de l'opinion.

D'ailleurs, ce courant idéologique qui prend une place de plus en plus importante au sein de l'Ump va s'institutionnaliser, en 2010 on assiste à la création de la "*Droite Populaire*", ce mouvement va

---

<sup>2</sup>Pierre-André Taguieff janvier 2012, "*Le nouveau national-populisme*", CNRS Editions

se doter d'un groupe parlementaire à l'Assemblée composé de 40 députés de l'Ump, qui s'ouvre progressivement aux adhésions individuelles, il représente ainsi l'aile la plus à droite de l'Ump.

Parmi leurs principales propositions en vue de l'élection présidentielle de 2012 on relèvera une lutte renforcée contre l'insécurité et pour le rétablissement de l'autorité en France, une lutte contre le communautarisme, un renforcement des contrôles aux frontières ou encore une opposition à l'obtention du droit de vote et à l'éligibilité des étrangers<sup>3</sup>.

Au delà de cet aspect, les porte-paroles de ces thématiques bénéficient d'un quadrillage médiatique important. On constate que les thématiques abordées et la manière de les traiter par ces personnalités de l'Ump vont susciter l'intérêt de la sphère médiatique.

Un article de l'Express datant du 3 septembre 2011 avait d'ailleurs déjà mis en évidence ce phénomène. Ainsi, la multiplication des propositions chocs telle que la demande d'expulsion du territoire français de tous les délinquants étrangers, le fait de "*parler fort*" et de réagir sur de nombreux sujets vont permettre aux représentants de cette idéologie réactionnaire d'exploiter une visibilité médiatique importante.

C'est d'ailleurs ce que reconnaît Marc-Philippe Daubresse l'ancien secrétaire général adjoint de l'UMP et appartenant à la mouvance centriste du parti en affirmant que "*La Droite populaire est hyper-médiatisée*" alors que "*Au contraire, quand des idées centristes sont retenues dans le programme de l'UMP, elles sont passées sous silence*"<sup>4</sup>. En d'autres termes, il tient ici à souligner l'impact de ce mouvement et de ses idées à travers la sphère médiatique.

Justement, c'est sur cette relation entre l'usage des thématiques immigration et insécurité et les médias que va porter notre analyse.

Nous allons d'abord évaluer l'impact sur l'opinion du discours du candidat Nicolas Sarkozy dans les médias au moment de l'élection présidentielle de 2012 lorsque ce dernier fait référence à ces thématiques chères à la droite réactionnaire.

Ainsi, nous allons nous intéresser à cette ligne idéologique de l'UMP, qui exerce une forte influence à l'intérieur du parti.

C'est pourquoi, il me semblait pertinent d'examiner la place que les thématiques de l'insécurité et de l'immigration occuperont dans la stratégie de campagne et dans le discours de Nicolas Sarkozy face à ses concurrents, on pense ici à la candidate du Front National Marine Le Pen qui tout au long de son parcours politique n'a eu de cesse de manier ces sujets.

---

<sup>3</sup> Voir les "12 propositions pour 2012" sur le site [www.ladroitepopulaire.com](http://www.ladroitepopulaire.com)

<sup>4</sup> L'Express "*Campus: comment la Droite populaire s'est imposée à l'UMP*" 3 septembre 2011.

Mais au-delà de cet aspect, c'est l'influence que ce discours aura sur l'opinion qu'il conviendra d'analyser au terme de chaque séquence déterminante de la campagne présidentielle.

Plusieurs axes d'études devront être élucidés pour mener à bien cette recherche. On va alors s'interroger sur la stratégie de communication médiatique du président candidat et sur les raisons pour lesquelles Nicolas Sarkozy a choisi d'orienter sa campagne sur ces thématiques de l'immigration et de l'insécurité.

Puis, partant de là, nous pourrions nous interroger sur l'influence de l'usage de ces thématiques lors de la campagne présidentielle 2012, il s'agira alors de déterminer quelles seront les conséquences sur l'opinion du discours portant sur l'immigration et l'insécurité en fonction des apparitions télévisées des différents candidats ?

Afin de répondre à ces problématiques, notre méthode de recherche va donc se baser sur une combinaison de ressources bibliographiques, de différentes déclarations des acteurs du monde politique et médiatique et enfin sur une observation particulière du traitement médiatique des thèmes de l'immigration et de l'insécurité lors de la campagne.

Justement, en ce qui concerne ce suivi du traitement médiatique notre attention se focalisera sur la télévision comme principal outil d'analyse.

Ainsi, sur la période s'étendant de l'entrée en campagne de Nicolas Sarkozy le 16 février 2012 jusqu'au moment du résultat final le 6 mai 2012, nous avons comptabilisé les temps de parole des différents candidats au cours de leurs interventions télévisées lorsqu'ils faisaient références aux thèmes de l'immigration et de l'insécurité.

Pour ce faire, nous nous appuyons sur une base de cinq chaînes de télévision que sont TF1, France 2 et les trois chaînes d'informations en continue que sont BFM TV, I-Télé et enfin LCI.

Nous avons choisi TF1 et France 2 à cause de la dimension populaire, quotidienne et informative que ces chaînes incarnent.

En effet, ce sont les chaînes les plus regardées par les Français et leurs journaux télévisés constituent un moyen d'information essentielle pour une bonne partie de la population; de plus des émissions spécialement consacrées à l'élection vont avoir lieu pendant la campagne, on peut ici faire référence à "*Des paroles et des actes*" sur France 2 ou encore "*Parole de candidat*" sur TF1. En ce qui concerne les chaînes d'informations continues, elles représentent à mon sens un bon indicateur du traitement médiatique en période électorale et ce sur de nombreux aspects.

Elles ont une manière différente de retranscrire l'information par rapport aux chaînes dites traditionnelles que peuvent être TF1 ou France 2, et par définition ces chaînes privilégient l'information en temps réel et offre aux téléspectateurs un compte-rendu régulier et permanent des informations quotidiennes.

Leurs caméras sont ainsi présentes sur chacun des événements qui constituent la campagne électorale et les journalistes multiplient les interviews avec les principaux acteurs.

De plus, ces chaînes vont à de nombreuses reprises tout au long de la campagne diffuser les principaux meetings des différents candidats en temps réel et le plus souvent de manière intégrale. Cette possibilité offerte par les chaînes d'informations en continue d'assister aux meetings des candidats est un élément important dans la compréhension de leurs stratégies électorales<sup>5</sup>; mais aussi un moyen efficace de suivre l'évolution du discours qui résulte de ces stratégies.

En somme, cette sélection des différentes chaînes de télévision comme outil de recherche va permettre de donner un aperçu fiable du traitement médiatique.

Ainsi, une fois ma méthode de recherche établie, notre travail va se diviser en trois parties.

Dès lors, la première partie de cette étude aura pour ambition de définir la stratégie de communication médiatique du candidat Nicolas Sarkozy en vue de l'élection présidentielle de 2012.

Une attention toute particulière sera accordée aux liens qui unissent le président candidat avec la télévision et sur les effets que peuvent avoir les médias sur l'opinion.

Ensuite, au cours de la seconde partie nous allons chercher à mettre en évidence les différentes motivations pour lesquelles Nicolas Sarkozy a adopté cette stratégie de campagne orientée sur les thématiques de l'immigration et de l'insécurité et ainsi tenter de définir les différents enjeux que cela soulève.

Enfin, dans une troisième et dernière partie nous allons tester l'impact sur l'opinion de l'usage des thèmes de l'immigration et de l'insécurité lors des interventions télévisées de Nicolas Sarkozy au cours de la campagne, puis nous en tirerons les enseignements nécessaires.

---

<sup>5</sup> Marlène Coulomb-Gully, 2001 "*La démocratie mise en scènes : télévision et élections*" CNRS Editions -

L'objectif de ma recherche est ici de déterminer l'influence sur l'opinion de l'usage par le politique de thématiques spécifiques lors de sa campagne électorale.

Ainsi, cette première partie aura pour ambition de déterminer et d'analyser la stratégie médiatique que Nicolas Sarkozy a mise en œuvre lors de sa tentative de réélection en 2012. Cela va nous permettre de mieux appréhender la façon avec laquelle le président candidat va traiter de ces thématiques dans les médias et plus particulièrement à la télévision.

## **I / La stratégie de communication télévisuelle de Nicolas**

### **Sarkozy**

Avant de nous lancer dans une analyse spécifique de la campagne électorale de 2012 et d'en évaluer le rôle de la communication politique, il convient de faire un détour théorique sur les études et les concepts liés à l'influence des médias sur les comportements politiques.

#### **1 / Les effets des médias sur l'opinion.**

Avant toute chose, il nous semble essentiel de souligner l'importance prise par les médias dans le monde contemporain. Il est quasiment impossible pour un individu vivant dans nos sociétés modernes de ne pas se soumettre aux médias dont la consistance consiste à transmettre l'information.

Mais, les médias ne doivent pas être uniquement considérés comme un simple intermédiaire entre l'information et la société, sous de multiples aspects ils peuvent exercer une véritable influence et en particulier dans le domaine politique.

Dans cette perspective, de nombreuses études ont permis d'établir à travers le temps l'influence de cette sphère médiatique sur nos comportements politiques. Nous allons donc voir la manière avec laquelle elles ont évolué, et tenter de déterminer les raisons pour lesquelles la maîtrise de la sphère médiatique est devenue un enjeu de plus en plus essentiel pour le politique.

#### **A) Les effets directs des médias**

En 1927 dans son ouvrage "*Propaganda techniques in the world war*<sup>6</sup>", la sociologue américain Laswell fut l'un des premiers à s'intéresser à la communication de masse. Ainsi, en se basant sur le modèle fonctionnaliste, Laswell théorisa le concept de la seringue hypodermique. Il entend par là que les médias auraient un tel pouvoir d'influence sur l'opinion qu'ils permettraient d'injecter et de

---

<sup>6</sup> Harold D. Laswell, 1971 "*Propaganda techniques in the world war*", Broché.

diffuser des comportements, des idées ou des attitudes à ces derniers, le public est ici clairement considéré comme amorphe.

Dès lors on a ici l'idée que "*le média entraîne un impact direct et indifférencié sur les individus atomisés*<sup>7</sup>".

## **B) Les effets indirects des médias.**

Dans les années 1940, ce modèle d'influence des médias sur l'opinion va évoluer avec les études menées au sein de l'école de Columbia par le sociologue américain Paul Lazarsfeld. Ce dernier va aller à l'encontre des théories précédentes sur les effets directs de la communication et il va exposer sa théorie des effets limités des médias ou du *two step flows of communication*<sup>8</sup>. Cette théorie repose sur deux principes, d'abord la reconnaissance des facultés cognitives par rapport aux informations que reçoivent les individus, ensuite, la prise en compte des influences interpersonnelles et du réseau social dans la formation de l'opinion.

Partant de là; l'analyse de Lazarsfeld consiste à dire que les médias ne font que renforcer l'opinion de l'individu ou du groupe auquel il appartient sans pour autant la modifier.

Ainsi, par l'expression *two step flows of communication* on entend ici une réception de la communication à deux étages, la réception du message sera plus ou moins forte en fonction du groupe auquel l'individu appartient. En cela, l'appartenance au groupe social va conditionner l'opinion de l'individu et les médias iront renforcer oui ou non ce sentiment, ils n'auront donc qu'un effet limité indirect et à court terme..

## **C) Une approche persuasive des effets des médias**

Mais, progressivement la sociologie des médias s'est tournée vers une approche persuasive des effets des médias, ainsi, plusieurs concepts nouveaux ont vu le jour à partir des années 70.

Mc Combs et Shaw en 1972 ont par exemple mis en lumière la fonction d'agenda que pouvait remplir les médias<sup>9</sup>. Pour eux, il existe une relation causale entre l'attention médiatique vis à vis d'un sujet donné et son inscription à l'agenda.

Dans cette perspective, les médias en permettant d'attirer l'attention sur tel ou tel événement ont un réel effet sur la formation de l'opinion publique. Et, pour argumenter leurs propos Mc Combs et

---

<sup>7</sup>Jean Lobisse, 2009, "*La communication: De la transmission à la relation*", Broché, p40

<sup>8</sup>Paul Lazarsfeld, Bernard Berelson, Hazel Gaude, 1948 "*The People's Choice: How the Voter Makes Up His Mind in a Presidential Campaign*", Columbia University Press.

<sup>9</sup>McCombs et Shaw, 1972, "*The Agenda-setting Function of Mass-Media*", in *Public Opinion Quarterly*, n°36, 1972, p176-187

Shaw affirment que le flux d'informations étant tellement important, les médias se doivent de sélectionner un événement et de le mettre plus en lumière qu'un autre. Ainsi, ils jouent un véritable rôle de hiérarchisation de l'information et ils permettent d'établir un calendrier des événements. Ce phénomène "d'agenda setting" joue un rôle particulièrement important en période électorale, il permet de structurer les événements et rendre plus ou moins saillantes telles ou telles thématiques.

En prenant en compte cet état de fait, la perception de l'opinion dépendra donc du moment et de la façon avec laquelle l'événement sera traité médiatiquement, l'ordre des priorités imposé par la sphère médiatique correspondrait alors à l'ordre des priorités perçue par l'opinion publique. Par exemple, le fait d'accorder une très grande couverture médiatique aux événements violents qui se déroulent dans les banlieues va entraîner le développement d'un sentiment d'insécurité au sein de l'opinion. C'est notamment par l'intermédiaire de ce mécanisme de persuasion que l'insécurité est devenue au fil du temps une thématique importante des campagnes présidentielles.

Au delà de cet aspect, les médias ne nous disent pas seulement à quoi penser mais ils nous disent également comment on doit penser, on parle alors d'effet de cadrage pour décrire ce phénomène. Ici, l'idée est de dire que les médias de par leurs pouvoirs de persuasion réussissent à orienter certaines de nos perceptions. Cette perception d'un événement ou d'une problématique donnée sera alors la conséquence de l'angle avec lequel les médias vont décider de traiter l'information et "*c'est à partir de ce cadre que les événements et les discours relatifs à ces enjeux sont appréhendés par les et acquièrent pour eux une signification*"<sup>10</sup>.

Ainsi, en 1991 Shanto Iyengar ira même jusqu'à distinguer plusieurs effets de cadrage, il y a alors le cadrage épisodique qui consiste à "*mettre l'accent sur la singularité du cas et oeuvre à dépolitiser le problème*"<sup>11</sup> ; et d'un autre coté le cadrage thématique qui lui tend à imputer la situation à un contexte collectif en le rapportant à des facteurs d'ordre social, économique ou culturel.

Ainsi, en attirant l'attention de l'opinion sur certains attributs des problèmes mis en avant, les médias vont fournir un cadre interprétatif permettant de donner un sens à un événement; cela va contribuer à façonner la perception de l'individu.

---

<sup>10</sup> Grégory Derville, 2005, "*Le Pouvoir des médias, Mythes et réalités*" Presses Universitaires de Grenoble.

<sup>11</sup> Philippe Riutort, 2007, "*Sociologie de la communication politique*", Poche, p 41.

Iyengar et Kinder en 1987 ont aussi théorisé l'effet d'amorçage<sup>12</sup> ou *priming effect* que pouvait avoir les médias sur l'opinion, . Il s'agit ici d'un mécanisme consistant à orienter l'opinion en lui fournissant certains critères d'évaluations des hommes et des situations politiques afin de modifier son jugement sur telle ou telle problématique. Autrement dit, cet effet d'amorçage aura pour conséquence d'influencer les électeurs pour déterminer si un candidat est plus crédible ou efficace qu'un autre pour résoudre un problème particulier. L'effet d'amorçage influe donc sur le jugement politiques des individus et il peut s'avérer particulièrement discriminant en période électorale.

En somme, l'information que les médias fournissent aux électeurs est loin d'être neutre, elle peut affecter le jugement et la connaissance des individus et donc orienter sensiblement leurs comportements politiques.

Ainsi, le décryptage de ces effets que peuvent avoir les médias sur l'opinion permet de mieux nous rendre compte de l'importance pour les hommes politiques de maîtriser la sphère médiatique et certains thématiques spécifiques. En effet, on prend conscience que le poids de l'information et la façon dont elle sera traitée dans les médias sera quelque chose de décisif en période électorale.

Et, ce constat est d'autant plus vrai dans notre société contemporaine avec la multiplication et le développement des médias de masse.

## **2/ La télévision comme outil de communication**

### **A) Un moyen de s'adresser aux masses.**

Avec la modernisation et le développement des moyens de communications de masse, les techniques de communication politique que l'on considérait à l'époque comme de la véritable propagande ont sensiblement évolué, la transmission du message entre le politique et l'opinion se fait désormais de manière beaucoup plus rapide et cela implique de nombreux changements.

Cette "*communication politique d'aujourd'hui*"<sup>13</sup> telle que l'appelle Gabriel Thoveron et qui caractérise l'essor de l'audiovisuel dans nos sociétés modernes aurait donc bouleversé notre perception du monde.

A ce propos, le paradigme technologique théorisé par Marshall MacLuhan au début des années 1960, met en évidence le fait que développement des médias modernes à considérablement modifié

---

<sup>12</sup> Iyengar Shanto, Donald. R Kinder, 1987, "*News that Matters: Television and American Opinion, Chicago*", University of Chicago Press.

<sup>13</sup> Gabriel Thoveron, 1990, « *La communication politique aujourd'hui* », De Boeck Université, Bruxelles.

"notre sensibilité, nos valeurs, notre façon de voir le monde et d'agir sur lui"<sup>14</sup> , il parle même de "pouvoir magique" ou de "puissance subliminal" pour décrire l'impact que ces nouveaux médias ont eu sur nos sensibilités et à quel point ils ont influencé nos modes de pensée.

## **B) La télévision et le politique, un moyen d'influencer l'opinion.**

Ici, l'objectif de cette partie sera de déterminer le rôle que joue la télévision dans la communication politique d'aujourd'hui. Puis à partir de là, nous allons décrypter les liens qui unissent Nicolas Sarkozy avec ce canal médiatique si particulier.

La télévision occupe un rôle conséquent dans la communication politique et ce particulièrement en période électorale, à tel point que l'on pourrait assimiler le processus électoral à une véritable lutte pour gagner du temps de présence à l'antenne.

La télévision bénéficie depuis 60 ans d'un succès fulgurant au sein de la population; d'une petite dizaine de milliers de postes à l'aube des années 1950, environ vingt cinq millions de français sont aujourd'hui équipés d'au moins un poste de télévision dans leurs foyers et les français passent en moyenne 3 heures et 30 minutes devant le petit écran.

Ainsi, la télévision s'est progressivement imposée comme un média omniprésent et est devenu l'objet idéal de la communication de masse pour les politiques.

Dans cette optique, les candidats à l'élection vont chercher à optimiser leurs communications par l'intermédiaire de la télévision, ils vont tour à tour établir une stratégie afin de se construire une image et de pouvoir transmettre un message audible à l'opinion publique.

Et c'est la l'intérêt principal que représente cet outil pour l'homme politique, c'est un canal qui permet d'adresser une ou plusieurs informations instantanément et simultanément à un nombre très élevé de personnes; on est très loin ici de la communication traditionnelle par voix de presse ou par l'intermédiaire des réunions publiques.

En cela, la communication télévisuelle va donc servir à l'homme politique candidat à l'élection à toucher un public plus nombreux et diversement composé par ses militants, ses opposants et par les électeurs indécis, Roland Cayrol considère ainsi la télévision comme étant " *le moyen par excellence du contact des leaders politiques avec les électeurs qui ne le suivent pas*"<sup>15</sup>.

---

<sup>14</sup> Philippe Riutort , 2007, "*Sociologie de la communication politique*", Poche, p 54.

<sup>15</sup> Cayrol Roland, 1986, "*La nouvelle communication politique*", Paris: Larousse, p182

Un spécialiste de la communication Arnaud Mercier a d'ailleurs mis en évidence l'importance que représentait la télévision dans le monde politique contemporain<sup>16</sup>.

Ainsi, en correspondant à la principale source d'information pour les citoyens et en participant à la construction de l'opinion la télévision occupe une place primordiale dans les campagnes électorales. Par exemple, beaucoup de téléspectateurs sont peu intéressés par la politique et très indécis en ce qui concerne leurs choix de vote, or, pour ces personnes, la télévision est considérée comme le meilleur moyen de capitaliser des informations qui pourront les influencer dans leurs votes. Ajoutons à cela, que la télévision constitue un moyen privilégié pour pouvoir identifier le personnel politique, que ce soit au niveau de leurs visages, de leurs voix et de leurs idées. Ce phénomène est renforcé par le caractère spectaculaire que revêt l'information télévisée, il n'est pas rare de voir s'entremêler des personnalités du monde politique et des personnalités du monde du spectacle sur les plateaux télévisés.

Ainsi, la classe politique s'est progressivement adaptée à cet état de fait et à fait de la maîtrise de la sphère télévisuelle un nouvel enjeu permettant de conquérir un électorat plus large.

Dès lors, les hommes politiques ont appris à gérer leurs images au mieux, à avoir recours à des conseillers en communication afin de façonner leurs discours et d'établir une stratégie marketing adaptée aux circonstances, Trevor Pateman ira même jusqu'à dire que la campagne électorale se fait désormais "*à la télévision, avec la télévision, pour la télévision*"<sup>17</sup>.

A ce propos, des études ont été menées afin de prouver l'influence que ce média pouvait exercer sur la sensibilité politique des individus sur le plan politique.

Ainsi, Stefano Della Vigna et Ethan Kaplan ont travaillé sur la question de l'impact de la télévision sur l'opinion publique et sur le choix électoral<sup>18</sup>.

Pour ce faire, les deux auteurs de l'étude ont choisi de se focaliser sur l'impact de la chaîne de télévision FOX News réputée ultraconservatrice sur le choix électoral des américains entre 1996 et 2000.

Cette chaîne d'information en continue lancée en 1996 par l'homme d'affaire Rupert Murdoch fait apparaître un traitement de l'information particulier, cette chaîne a ainsi tendance à mettre en avant les thématiques prioritaires de la droite conservatrice américaine telles que

---

<sup>16</sup> Mercier Arnaud, 2002, "*Télévision et politique : études sur les effets*", in les *Dossiers de l'Audiovisuel*.

<sup>17</sup> Philippe Riutort, 2007, "*Sociologie de la communication politique*", Poche, p 43.

<sup>18</sup> Stefano Della Vigna et Ethan Kaplan, 2006, "*The Fox News Effect: Media Bias and Voting*" Stockholm University, Institute for International Economic Studies.

l'insécurité ou l'immigration, d'ailleurs récemment un article du Figaro<sup>19</sup> pointait du doigt le sentiment anti-islam généré par le traitement de l'information de cette chaîne.

Partant de ce constat, l'objet de l'étude sera de déterminer si le visionnage de la chaîne Fox News par la population américaine, aura un impact sur le vote républicain.

Et comme méthode de recherche, Fox News n'étant lors de son lancement pas accessible à l'ensemble des villes américaines pour des raisons techniques les auteurs ont donc analysé l'évolution des votes républicains entre l'élection présidentielle américaine de 1996 et celle de 2000 en fonction des villes ayant eu accès à la chaîne de télévision Fox News et celles qui ne pouvaient pas la recevoir.

Dès lors, à l'issue de cette analyse, les auteurs constatent entre les élections de 1996 et 2000 une augmentation du vote républicain de l'ordre de 200 000 voix dans les villes où Fox News a été introduite; cela correspond à une augmentation située entre 0.4 et 0.7 points en faveur du camp républicain entre ces deux périodes.

Cette augmentation même si elle n'est pas massive traduit le fait que la télévision est en mesure d'impacter réellement sur le sort d'une élection; et cela souligne également la capacité de persuasion que peut avoir la télévision auprès de l'opinion.

Au delà de cet aspect, un groupe de chercheurs de Yale a réalisé une étude similaire portant cette fois-ci sur l'impact que pouvait avoir la presse écrite sur l'opinion et les résultats de l'étude sont sensiblement différents de ceux de la télévision.

Ainsi, cette étude réalisée avant l'élection du gouverneur de Washington en 2005 consiste à sélectionner au hasard un groupe d'individus composé d'environ 1800 personnes habitant dans les environs de Washington, une moitié se verra alors recevoir un abonnement d'un an au quotidien le *Washington Post* réputé de centre-gauche et favorable au candidat démocrate; tandis que l'autre moitié recevra pendant la même durée un quotidien reconnu pour ses positions conservatrices et favorable au candidat républicain : le *Washington Time*.

L'objectif de cette enquête étant d'analyser l'impact de la presse écrite sur l'opinion des électeurs, à la vue des résultats les conclusions ne sont pas probantes. Ainsi, alors que l'on pouvait s'attendre à un effet différent en fonction des deux journaux, on constate que les opinions politiques des deux groupes se sont davantage tournées vers le candidat démocrate.

A partir de ces études, on peut en conclure que l'angle à travers lequel la télévision traite l'information a plus d'influence sur l'opinion publique que celui de la presse écrite. Ce phénomène

---

<sup>19</sup> Jean-Sébastien Stehli, « *L'islam dans le viseur de Fox news et Rupert Murdoch* », Le Figaro, 28 août 2010

s'explique également par la capacité des individus à décoder l'information, c'est d'ailleurs ce que souligne la professeur Esther Duflo en affirmant que : "*les lecteurs de journaux savent décoder les messages, mais les téléspectateurs se laissent manipuler*"<sup>20</sup>.

On rejoint ici la théorie dite du *knowledge gap* qui correspond au fait que les individus n'auraient pas tous les facultés cognitives pour décoder les informations de la même manière

Partant de ce constat, la maîtrise de la sphère télévisuelle deviendra un enjeu déterminant pour l'homme politique moderne qui souhaite accéder aux pouvoirs. Ici, nous allons nous intéresser à la façon avec laquelle Nicolas Sarkozy utilise cet outil avant de déterminer la stratégie médiatique que ce dernier va déployer à l'occasion de la campagne présidentielle de 2012.

### **3/ La stratégie de communication de Nicolas Sarkozy pour 2012.**

#### **A) Les liens entre Nicolas Sarkozy et la télévision**

Depuis le début de sa carrière politique, Nicolas Sarkozy semble avoir pris conscience de l'importance prise par les médias et plus particulièrement la télévision pour pouvoir exister et évoluer dans l'univers politique.



**Nicolas Sarkozy entouré de journalistes**

---

<sup>20</sup> Esther Duflo, « *les-medias-influencent-ils-la-politique ?* », Libération, 29 octobre 2007.

Si l'élection présidentielle est considérée par de nombreux observateurs comme étant la rencontre entre un homme et un peuple, on pourrait considérer qu'avec le développement de l'ère médiatique c'est également la rencontre d'un mode de communication d'un candidat avec un média.

Et, pour espérer convaincre le maximum d'électeurs, le politique devra être en mesure d'adapter sa communication au média à travers lequel il va communiquer. Ici en ce qui concerne la télévision, il apparaît que le candidat Nicolas Sarkozy a su au fil des années établir une stratégie de communication formatée aux exigences de ce média<sup>21</sup>.

Cette obsession à l'égard de ce média lui a ainsi valu le surnom de "téléprésident" dans un ouvrage éponyme écrit par François Jost et Denis Muzet en 2008<sup>22</sup>.

Dans ce livre, les deux spécialistes de la communication tentent de mettre en évidence le fait qu'à l'heure du tout médiatique, les relations des hommes politiques avec la sphère télévisuelle devaient être maîtrisées au mieux afin d'établir une communication politique la plus efficace possible.

Et il apparaît que la carrière de Nicolas Sarkozy doit sans doute beaucoup à cette maîtrise de l'espace télévisuel, les auteurs n'hésitent d'ailleurs pas à rappeler que *« tout le monde s'accorde sur le fait que sur ce point, la réussite de Nicolas Sarkozy est totale »*<sup>23</sup>.

A contrario, François Jost et David Muzet soulignent que si un homme politique n'arrive pas à gérer correctement l'épreuve de la télévision, ce dernier s'exposerait à des difficultés auprès de l'opinion publique difficilement surmontables par la suite.

On peut ici faire référence à plusieurs exemples de ces échecs télévisuels de la part d'hommes politiques, on peut alors penser à Lionel Jospin lors de la campagne de 2002 ou encore la gestion calamiteuse de la canicule de 2003 faite par Jean-Pierre Raffarin dans les médias.

Ainsi, si Nicolas Sarkozy est considéré comme tel par les auteurs, c'est n'est pas seulement parce qu'il est apparu un nombre de fois élevé sur ce canal médiatique, c'est aussi et surtout parce qu'il *"a choisi un mode de communication en phase avec la télévision actuelle"*<sup>24</sup>.

Et, ce mode de communication caractéristique de Nicolas Sarkozy doit être compris à travers une combinaison entre ce que les auteurs nomment le geste présidentielle et l'image présidente.

---

<sup>21</sup> Claire Artufel, Marlène Duroux, Jacques Gerstlé, *« Nicolas Sarkozy et la communication »*, 2006, Broché.

<sup>22</sup> Jost François, Muzet Denis, 2008, *"Téléprésident : Essai sur un pouvoir médiatique"* Broché.

<sup>23</sup> Ibid p6

<sup>24</sup> Ibid p8

Par l'expression « *Geste présidentielle*<sup>25</sup> » les auteurs souhaitent ici mettre en avant la stratégie de communication de Nicolas Sarkozy qui consiste à prendre en compte l'attente d'intervention que les citoyens éprouvent vis à vis de leurs dirigeants. En fait, les auteurs nous informent que Nicolas Sarkozy a bien intégré le fait que les citoyens français soient dans l'attente d'un véritable « devoir de présence<sup>26</sup> » de la part de leurs dirigeants, ils sont en attente d'un geste, et la télévision sera alors utilisée comme un outil de transmission.

Ici, nous entendons par le terme geste « *un acte, une action qui fait rupture dans l'ordre médiatique des faits et en même temps qui sont construits avec les médias*<sup>27</sup> », on le comprend ici le geste a besoin de la visibilité offerte par la télévision pour pouvoir exister et être efficace.

En 2002 par exemple, alors qu'il venait d'accéder de nouveau aux responsabilités gouvernementales et d'être nommé ministre de l'Intérieur de la Sécurité Intérieure et des Libertés locales, Nicolas Sarkozy a tout de suite pris en considération l'importance de la télévision et de la nécessité d'être vu en permanence.

Ce dernier va alors multiplier les apparitions et les effets d'annonce affichant sa détermination pour lutter contre le sentiment d'insécurité grandissant en France, il cherche clairement à être omniprésent médiatiquement. Les journalistes vont le suivre dans presque tous ses déplacements. Il va alors enchaîner les gestes symboliques « *qui dans les médias auront valeur de mouvement*<sup>28</sup> »; le plus important pour lui est alors de mettre en scène sa présence sur le terrain, il comprend progressivement l'intérêt d'être hyperactif médiatiquement.

Son accession au ministère de l'Intérieur est donc une aubaine pour Nicolas Sarkozy, qui va profiter de son statut afin de créer une certaine effervescence médiatique et d'attirer les caméras sur lui.

Nicolas Sarkozy parvient donc à être sur le devant de la scène grâce à une utilisation intensive de la télévision, l'image de l'individu actif et réformiste est désormais la sienne.

Cela va se poursuivre tout au long des années et Nicolas Sarkozy incarnera au fur et à mesure du temps cette image d'un enfant de la télévision en essayant de tirer au maximum les bénéfices que l'usage de la télévision va lui permettre d'obtenir.

Lors de la campagne de 2007, son quinquennat ou encore plus récemment lors de sa campagne de 2012, Nicolas Sarkozy ne va cesser d'utiliser la télévision pour essayer de gagner le cœur des Français.

---

<sup>25</sup> Idem p8

<sup>26</sup> Ibid p22

<sup>27</sup> Ibid p30

<sup>28</sup> Ibid p32

Même si les déplacements de Nicolas Sarkozy en tant que président ne sont pas forcément plus nombreux en quantité et en fréquence que par rapport à ses prédécesseurs ils bénéficient tous d'une couverture médiatique très importante ce qui donne l'illusion d'une présence sur tous les fronts et tous les instants.

Avec Nicolas Sarkozy, le geste peut être qualifié de performatif, le geste, le discours ou encore la présence sur le terrain ne constituent pas seulement une illusion pour les téléspectateurs, ils ont valeur d'action.

Concernant le concept d "*Image présidente*"<sup>29</sup> décrite par les auteurs François Jost et Denis Muzet , il peut se comprendre comme étant le phénomène de construction de la réalité à travers l'image que la télévision en donne., et, il apparaît que Nicolas Sarkozy a réussi à prendre en compte cette nouvelle vision du monde que la télévision a contribué à façonner en six décennies .

Les auteurs argumentent en affirmant d'abord que seul ce qui est visible devient réel, l'enjeu principal pour les acteurs sociaux et plus précisément pour les hommes politiques aspirant aux plus hautes fonctions n'est pas de se faire entendre mais d'abord de se faire voir.

Dès lors, les apparitions télévisées de Nicolas Sarkozy seront particulièrement contrôlées, les auteurs indiquent par exemple que Nicolas Sarkozy déteste se faire filmer immobile ou statique, pour le filmer, il faut le suivre, d'ou des images toujours en mouvement .

Par ailleurs, les auteurs mettent en évidence la capacité de Nicolas Sarkozy à savoir sélectionner un fait parmi une multitude d'événements pour le rendre plus saillant médiatiquement.

En principe, ce choix s'opère « *en fonction du coefficient de nouveauté du fait rapporté* »<sup>30</sup>, nous verrons par la suite que Nicolas Sarkozy a utilisé ce mode de fonctionnement lors de sa campagne de 2012 au sujet de la viande halal; ici, il faut bien comprendre que dans la communication d'aujourd'hui il existe une véritable tyrannie du temps réel qui incite les hommes politiques à façonner leurs communications en fonction de ces nouvelles exigences.

Le candidat Nicolas Sarkozy a donc du intégrer cette dimension dans sa façon de communiquer. Par exemple, lorsque ce dernier est en déplacement et qu'il envoie son agenda et sa feuille de route à tous les médias et journaliste c'est pour s'assurer d'une retranscription optimale de sa présence sur le terrain en temps réel.

Nicolas Sarkozy a ainsi tout au long de sa carrière privilégié ce média et il a toujours été considéré comme étant un bon client pour les chaînes de télévision.

---

<sup>29</sup> Ibid p65

<sup>30</sup> Ibid p81

Les émissions dans lesquelles il apparaît, sa présence dans les débats télévisés ou encore ses prises de parole ont toujours eu un impact retentissant au niveau de l'audience.

En somme, on peut dire que le Téléprésident a su mieux que d'autres tirer profit de la vision du monde formée par ce média. Si sa communication a réussi, c'est qu'elle a su tirer les leçons de ce qu'est la télévision aujourd'hui.

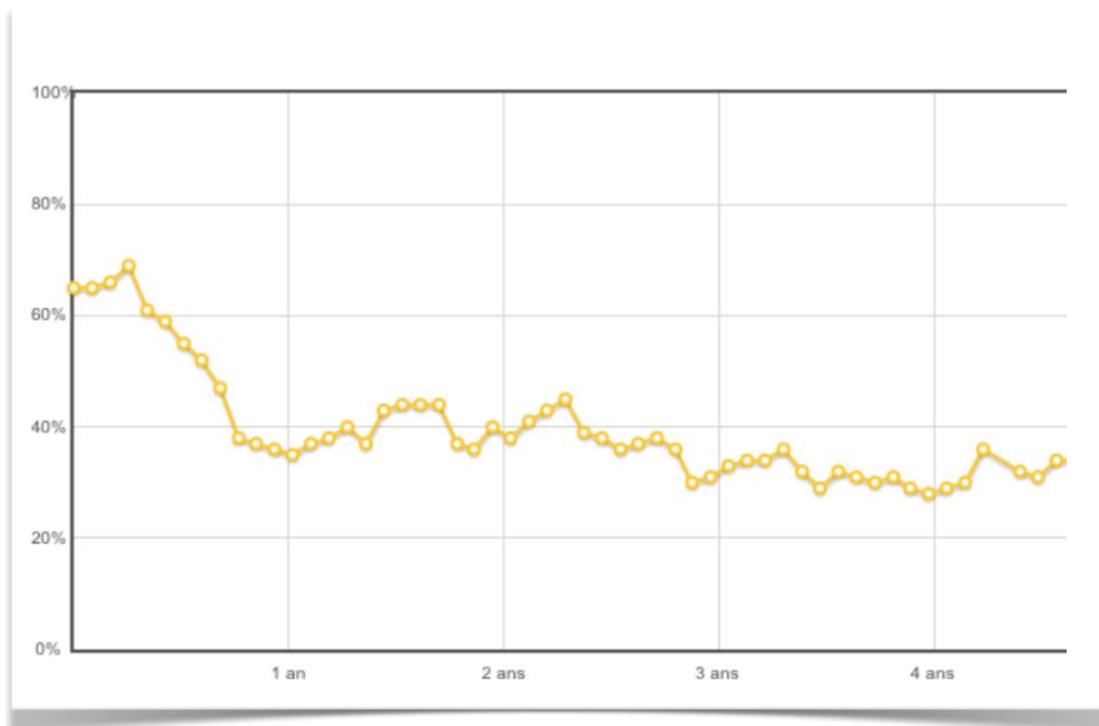
Nicolas Sarkozy apparaît donc comme étant le candidat d'une nouvelle génération ayant réussi à mettre en phase sa communication politique avec la télévision actuelle.

Dès lors, la compréhension de ce rapport qu'entretient Nicolas Sarkozy avec les médias est un élément central de la stratégie de communication que souhaite mettre en œuvre Nicolas Sarkozy en 2012. Mais, on ne peut pas comprendre complètement cette stratégie de communication sans prendre aussi compte l'évolution de la popularité du président sortant au cours de son quinquennat.

### **B) Une campagne éclair centrée sur ses thématiques de prédilection.**

Nous allons analyser de plus près la stratégie de communication déployée par le candidat Nicolas Sarkozy pour en distinguer les principaux ressorts et les différents objectifs.

**Figure I.1 : Evolution de la côte de popularité de Nicolas Sarkozy entre 2007 et 2012.**



On observe à travers cette courbe que la côte de popularité de Nicolas Sarkozy se stabilise autour de 35% d'opinions positives à l'aube de l'élection, ce résultat s'avère être très faible pour un président sortant.

La présidence de Nicolas Sarkozy sera donc marquée par son impopularité qui va le suivre quasiment tout au long de son quinquennat, Henry Vernet ira même jusqu'à affirmer qu'il est "*le candidat le plus détesté de la cinquième République*<sup>31</sup>" le bilan du président sortant sera ainsi constamment pointé du doigt par ses concurrents.

Partant de ce constat, la faiblesse de la popularité de Nicolas Sarkozy l'empêchant de vendre et de promouvoir son bilan auprès de l'opinion conjuguée à une maîtrise de la sphère médiatique évoquée précédemment incitent Nicolas Sarkozy à opter pour une stratégie de campagne éclair.

Il s'agira alors pour le président sortant d'effectuer une campagne très courte mais en même temps ayant un fort impact médiatique.

Il lui faudra donc afin de créer et entretenir une dynamique de campagne du premier au dernier jour qu'il y ait "*quotidiennement un geste, une image, un message, un événement*<sup>32</sup>".

Le président sortant va pour se faire rentrer en campagne tardivement et tenter au jour le jour de monopoliser l'actualité médiatique en imposant ses thématiques.

Ainsi, il apparaît que la stratégie de communication des deux candidats favoris des sondages que sont François Hollande et Nicolas Sarkozy sera opposée. On a donc d'un côté François Hollande qui a exposé son programme présidentiel dès le mois de janvier lors de son meeting du Bourget et qui va expliquer les différents points de son programme tout au long de sa campagne.

Puis, d'un autre côté nous avons Nicolas Sarkozy qui va tenter de faire l'actualité au maximum en proposant un événement par jour tout au long de sa campagne et en présentant ses différentes propositions au fur et à mesure que les jours passent; C'est d'ailleurs une stratégie que justifie son conseiller en communication Guillaume Peltier lorsqu'il affirme que : "*Dans une campagne électorale, le tempo et le rythme sont deux éléments essentiels. Il faut être l'horloger, le métronome*<sup>33</sup>".

La pari de Nicolas Sarkozy est donc de présenter ses différentes propositions au jour le jour afin de s'assurer un certain suivi médiatique et de créer une effervescence autour de lui..

Sa volonté est claire, il s'agit de multiplier les déclarations dans les médias pour donner à l'opinion le sentiment qu'il est le plus à même de pouvoir agir sur ce sujet. Il va en quelque sorte chercher à

---

<sup>31</sup> Voir entretien avec Henry Vernet, annexes.

<sup>32</sup> Saussez Thierry, 2012, "*Sarkozy de l'échec au come-back*" L'Archipel.

<sup>33</sup> Interview de Guillaume Peltier, Ouest France, 3 avril 2012

court-circuiter la communication politique traditionnelle en tentant d'imposer ses thématiques auprès des médias relayeurs de l'information.

Dans cette perspective, la presse sera davantage occupée à relater les différentes mesures annoncées par le candidat Sarkozy plutôt que d'en étudier leur faisabilité.

Ainsi, pendant les dix semaines de campagne, Nicolas Sarkozy va tenter de rompre avec son image de président-capitaine qu'il s'était efforcé à construire, il sera le candidat du peuple contre les élites<sup>34</sup>; l'objectif du candidat est ainsi de s'emparer de plusieurs thématiques telles que le travail, l'immigration, l'identité ou encore l'insécurité pour pouvoir les imposer dans la sphère médiatique afin qu'ils deviennent les principales préoccupations des électeurs. De plus, la volonté d'imposition de ces différentes thématiques n'est pas anodine puisqu'elle correspond à un certain champ de compétence que l'on pourrait attribuer à Nicolas Sarkozy. D'ailleurs, nous reviendrons plus tard sur la signification de ces thématiques dans la stratégie de campagne du président sortant.

Ainsi, si l'on prend par exemple le thème de l'immigration qui est central dans sa campagne, il n'aura cessé de vouloir le mettre au coeur du débat ses discours, ses déclarations font régulièrement références à ce thème .

Et, pour donner plus d'échos à ses thématiques favorites, Nicolas Sarkozy va chercher à lancer des mesures chocs auprès de l'opinion; on peut ici faire référence à sa volonté de réformer l'espace Schengen.

Par ce genre d'annonce, non seulement il va focaliser l'attention sur lui, mais il oblige aussi d'une certaine façon les candidats et les autres acteurs du monde politique à prendre position en fonction de lui. Les candidats à l'élection mais aussi les commentateurs de la vie politique vont donner leurs avis sur un sujet qu'il a lancé en espérant pouvoir en récolter les retombées médiatiques.

Ainsi, après avoir défini la stratégie de communication que compte déployer Nicolas Sarkozy, nous allons désormais nous concentrer sur les thématiques sur lesquelles il va axer cette campagne. Nous allons donc d'abord étudier les motivations qui ont poussé Nicolas Sarkozy à faire de l'immigration et de l'insécurité les thèmes centraux de sa campagne; puis à partir de là nous analyserons l'effet que l'usage de ces thématiques à la télévision aura sur l'opinion française.

---

<sup>34</sup> Cécile Cornudet, « Pourquoi Nicolas Sarkozy a perdu l'élection présidentielle », Les Echos, 7 mai 2012.

## **II / Une campagne à la droite de la droite.**

### **1 / L'influence d'un homme : Patrick Buisson.**

Pour nombre de spécialistes et de commentateurs de la vie politique, si Nicolas Sarkozy a décidé d'orienter sa campagne sur ces thématiques identitaires et sécuritaires, c'est en grande partie grâce à l'influence d'un homme; Patrick Buisson.

En effet, pour certains proches de l'ancien président, il avait prévu jusqu'à la fin janvier de mener une stratégie complètement différente de celle-ci. Il souhaitait en effet orienter son discours vers des thèmes tels que la recherche de la compétitivité, l'arrêt des délocalisations ou encore le promotion du modèle allemand<sup>35</sup>.

Mais, face au manque d'impact dans l'opinion de cette ligne de pensée, Nicolas Sarkozy a décidé de modifier son discours et de mener campagne qui privilégiera l'électorat populaire.

On parlera ainsi de la stratégie "*buissonnière*"<sup>36</sup> pour décrire l'orientation prise par la campagne en 2012.

Il convient alors de revenir sur la trajectoire intellectuelle de cet ancien journaliste d'extrême droite devenu politologue, sur les relations qu'il entretient avec le président sortant et enfin sur la stratégie qu'il souhaite mettre en place pour faire accéder Nicolas Sarkozy à la présidence de la République.

#### **A) Un idéologue d'extrême-droite.**

Patrick Buisson est né en 1949 à Paris dans une famille de tradition gaulliste.

Ce dernier s'intéresse de près aux théories maurassiennes et très tôt ses orientations intellectuelles et politique se dessinent. Dès le lycée, Patrick Buisson décide de militer en faveur des forces françaises en Algérie et il soutient de loin les actions de l'OAS, il publiera d'ailleurs un livre intitulé "*OAS, Histoire de la résistance française en Algérie*"<sup>37</sup>.

Par la suite, il va faire la connaissance de Raoul Girardet qui est un historien spécialiste du nationalisme en France, sa passion pour la préservation des racines française s'amplifie.

Patrick Buisson poursuit son engagement idéologique en se tournant vers le journalisme politique à tendance conservatrice.

---

<sup>35</sup> Marine Turchi ,, "*UMP: et si la stratégie de Buisson avait fonctionné?*"Médiapart., 9 mai 2012

<sup>36</sup>Vincent Giret,, «*L'école "Buissonnière" est une erreur complète*», Libération, 26 avril 2012

<sup>37</sup> Buisson Patrick, 1984, "*OAS, Histoire de la résistance française en Algérie*", J.P.N.

Ainsi, dans les années 1980 il collabore à la rédaction du journal "Minute" avant de prendre la direction de "Valeurs actuelles" qu'il dirigera pendant six années. Il se tournera ensuite vers l'audiovisuel en intégrant la rédaction de la chaîne LCI.

Pendant cette période, Patrick Buisson se distingue notamment pour les liens qu'il entretient avec le Front National, il est un proche de Jean-Marie Le Pen pour lequel il apprécie ses capacités à anticiper les grands débats de société, en 1984, il publiera même un livre de photo consacré au président du Front National.

Aussi, Patrick Buisson milite activement en faveur d'un rapprochement de toutes les droites françaises, il ira même jusqu'à déclarer que ce qui séparait les électeurs du RPR et du Front National était l'équivalent d'une "feuille de papier à cigarette"<sup>38</sup>

Progressivement, Patrick Buisson va se rapprocher du politique, et il crée la société Publifact spécialisée dans l'étude et l'analyse de la société française; il fournit ses services aux différentes personnalités qui composent l'échiquier politique français.

De plus, il acquiert un rôle de conseiller spécial auprès de certains hommes politiques.

Ainsi, il devient notamment conseiller auprès de Philippe De Villiers lors des élections européennes de 1994 et des présidentielles de 1995; qui représente alors la partie la plus conservatrice de la droite française.

## **B) La relation Patrick Buisson-Nicolas Sarkozy.**

Dans la foulée, des liens commencent à se tisser avec Nicolas Sarkozy. Les deux hommes se rencontrent à Bercy en 2004 alors que Nicolas Sarkozy occupe encore le poste de ministre des Finances, Patrick Buisson prédit alors que le référendum sur l'Europe de Jacques Chirac sera un échec, il annonce même une défaite du Oui à 45% avant d'ajouter : " Si je me trompe je vous demande de ne plus jamais me recevoir"<sup>39</sup>.

Dès lors, Nicolas Sarkozy prend conscience de la connaissance et de l'obsession que Patrick Buisson éprouve pour le peuple français, il souhaite recourir à sa capacité à anticiper les phénomènes sociétaux.

Il devient progressivement l'un de ses plus proches conseillers, tout comme Henri Guaino qui lui représente la coté humaniste de la droite française.

---

<sup>38</sup> Jean-Paul Piérot, « Patrick Buisson, l'homme de l'ombre brun », L'Humanité, 26 avril 2012

<sup>39</sup> "Patrick Buisson, « Nostradamus de la droite? », , www.slate.fr, 30 mars 2012

Le 24 septembre 2007, Nicolas Sarkozy va même élever Patrick Buisson au rang de chevalier de la Légion d'Honneur en lui confiant être pour lui "*celui à qui je dois plus qu'à tout autre*<sup>40</sup>".

Même si à sa demande il ne dispose pas de poste officiel à l'Élysée car d'après lui "*la distance crée l'influence*<sup>41</sup>", Patrick Buisson exerce une réelle influence auprès de Nicolas Sarkozy, il guide les choix et les décisions de ce dernier, certains le nomme même comme étant "l'éminence grise de Nicolas Sarkozy".

D'ailleurs, Nicolas Sarkozy n'hésite pas lors de son mandat à avoir recours aux analyses de Publifact dont Patrick Buisson est à la tête, en 2008 on estime à 130 le nombre de transactions réalisées entre les deux hommes.

Il sera notamment à l'origine de la réorientation sécuritaire et identitaire du discours de Nicolas Sarkozy lors du quinquennat, il serait aussi à l'origine de la création d'un ministère de l'immigration et de l'identité nationale.

Pour Patrick Buisson, Nicolas Sarkozy représente "*l'homme de la restauration de la mémoire nationale*" alors que "*sous Chirac et Villepin on n'osait plus célébrer la victoire d'Austerlitz*<sup>42</sup>".

En mars 2011, il ira même jusqu'à anticiper la victoire de Nicolas Sarkozy en affirmant devant des journalistes : "*vous n'entendez pas la voix sépulcrale qui monte des entrailles de la terre de France ? Clovis, Jeanne d'Arc Bayard! Nicolas Sarkozy est porté par une dynamique qui va l'emmener à l'élection, ça ne va pas plaire aux journalistes mais il va être réélu... et si il perd c'est que je l'aurais mal conseillé*<sup>43</sup>". Ainsi, les ambitions et les futures orientations de la campagne sont placées.

En cela, Patrick Buisson par son rôle de conseiller de l'ombre de Nicolas Sarkozy constitue une véritable figure centrale du quinquennat qui s'achève mais aussi de celui auquel il va tenter d'accéder.

---

<sup>40</sup> Vincent Tremolet de Villers , "*Son Éminence Patrick Buisson*", Le Figaro, 30 mars 2012.

<sup>41</sup> "*Sarkozy Les coulisses de l'ultime bataille*", L'Express, 9 mai 2012

<sup>42</sup> Vincent Tremolet de Villers , "*Son Éminence Patrick Buisson*", Le Figaro, 30 mars 2012

<sup>43</sup> "*Buisson, le mauvais génie qui refuse de porter le chapeau*" , Le Point, 10 mai 2012

### **C) L'inspirateur d'une campagne orientée sur les thématiques de l'immigration et de l'insécurité.**

Nous allons ici tenter de définir les différents ressorts de cette stratégie dictée par le conseiller spécial de Nicolas Sarkozy, Patrick Buisson.

Pour Karim Amella, maître de conférence à Sciences Po, le principal objectif de cette stratégie menée par Nicolas Sarkozy et inspirée par Patrick Buisson était de réussir à "*pallier la défection de tous les déçus du sarkozysme par la ralliement de la droite dure et d'une partie de l'extrême droite selon le vieux principe des vases communicants*"<sup>44</sup>

Pour Patrick Buisson, cette déception de l'électorat populaire vis à vis de Nicolas Sarkozy tient avant tout au sentiment de ne pas avoir été écouté lors du quinquennat précédent sa tentative de réélection.

En effet, alors qu'ils avaient voté majoritairement pour Nicolas Sarkozy en 2007, l'électorat populaire a depuis développé un sentiment anti-sarkozyste alimenté notamment par les tentatives d'ouvertures à gauche et aux écologistes, Buisson ajoutera même qu'on "*ne peut pas se faire élire sur un programme de droite décomplexée et prétendre gouverner avec des socialistes*"<sup>45</sup>.

L'objectif ici est de taille pour Nicolas Sarkozy et ce dernier pour satisfaire ses ambitions va alors devoir aller chasser sur les terres du Front National en s'adressant directement à l'électorat populaire, le journaliste Claude Askolovitch déclara même aux micros d'Europe 1 que "*pour avoir le peuple il faut aller sur le terrain de Le Pen*"<sup>46</sup>.

D'ailleurs, contrairement à certains spécialistes de la vie politique, Patrick Buisson ne considère pas le vote pour Marine Le Pen comme étant un vote de protestation, pour lui, ce vote est avant tout un vote d'adhésion aux idées promulguées par la fille de Jean- Marie telles que la préservation de l'identité ou encore le refus de la mondialisation.

C'est pourquoi, parler d'immigration, d'identité nationale ou d'insécurité à cet électorat populaire devient une nécessité pour tenter de le séduire, cette catégorie de la population est réellement préoccupée par ces thématiques et il serait donc dommage ne pas en parler. De plus, ces sujets sont considérés comme clivant pour la société, ils incitent à la prise de position pour les individus; c'est

---

<sup>44</sup> Amella Karim, , "*Le paradoxe de la stratégie Buisson*",www.huffingtonpost.fr, 24 avril 2012

<sup>45</sup> Anna Cabana,, "*Buisson ne veut pas porter le chapeau*" Le Point, 9 mai 2012.

<sup>46</sup> Claude Askolovitch, Europe 1 le 29 mars 2011.

pourquoi l'homme politique en campagne pourra tenter de faire bouger les lignes et de rallier certains individus à sa cause.

Au contraire, axer uniquement sa campagne sur des thématiques économiques ne serait pas une idée opportune pour Patrick Buisson. D'après lui "*l'emploi et le pouvoir d'achat sont des items rhétoriques; leurs négativité n'existe pas, personne n'est contre le pouvoir d'achat, c'est comme le beau temps ce n'est pas clivant*<sup>47</sup>".

Dans cette perspective, les thématiques abordés par Nicolas Sarkozy devront prendre en compte les revendications de l'électorat populaire tenté par le Front National tout en attaquant les angles morts idéologiques du PS.

Dès lors, les problèmes liés à l'immigration, aux délocalisations ou encore du dumping social devront être pointés du doigt par le président candidat pour pouvoir s'adresser à cet électorat. Il faudra alors se poser en tant que protecteur face aux souffrances sociales de cette majorité silencieuse touchée de plein fouet par la mondialisation.

De plus, la question des frontières au sens large devra également être un élément central de la campagne de Nicolas Sarkozy.

Au sens large car Nicolas Sarkozy devra tenter de mettre en évidence et de dénoncer les frontières fictives qui peuvent exister au sein de la société française et qui la divise. Les riches et les puissants se fixeraient ainsi leurs propres frontières à la fois sur le plan scolaire, spatiale et sociale et les parties les plus modestes de la population subissent cet état de fait. Le référendum serait ainsi un bon moyen pour redonner cette importance au peuple français et tenter de le valoriser. Ce phénomène est d'ailleurs à lier au concept de "prolophobie" des élites théorisé par Patrick Buisson qui dénonce le sentiment de rejet des classes populaires lié à la séparation croissante des classes sociales et l'incapacité de la gauche à apporter des réponses à ce problème.

Aussi, face aux effets de la mondialisation, la question des frontières réelles devra aussi être traitée par Nicolas Sarkozy au cours de sa campagne; dès lors, les conditions de circulation des personnes, la préservation de l'identité française ou encore l'instauration d'une dose de protectionnisme seront des thématiques récurrentes pour le président sortant.

Pour tenter de contredire les sondages l'annonçant perdant au 1er comme au second tour, Nicolas Sarkozy devra donc aller au peuple et essayer de réanimer cette "*passion du peuple qui veut reprendre la maîtrise de son destin*<sup>48</sup>".

---

<sup>47</sup> Anna Cabana,, "*Buisson ne veut pas porter le chapeau*" Le Point, 9 mai 2012.

<sup>48</sup> Vincent Tremolet de Villers , "*Son Éminence Patrick Buisson*", Le Figaro, 30 mars 2012..

Pour ce faire, Patrick Buisson réputé comme étant un spécialiste de l'opinion compte s'appuyer sur la combinaison de trois phénomènes.

D'abord, la question du report de voix et des indécis. Il met ainsi en avant le fait que Nicolas Sarkozy avant qu'il ne fasse officiellement campagne, entre 40 et 50% des électeurs de Marine Le Pen se refusaient encore à faire un choix entre Nicolas Sarkozy et François Hollande, il faudra donc être en mesure de s'adresser à ces indécis.

Ensuite, Patrick Buisson pointe du doigt le fait que la marge de progression de Nicolas Sarkozy est plus élevée que celle de François Hollande dans cette campagne. En effet, l'entrée tardive en campagne de Nicolas Sarkozy fait qu'il part de loin par rapport à son concurrent François Hollande, mais, Patrick Buisson se montre optimiste quant à la capacité de ce dernier à pouvoir capter le vote des indécis, consolider l'électorat de la droite traditionnelle et enfin attirer l'électorat populaire.

Enfin, Patrick Buisson tient à nuancer tous les commentaires liés aux sondages et à leurs analyses. Pour lui, ces sondages ne sont que des expressions d'une tendance à un moment T, ils ne reflètent pas véritablement la position de l'électorat au moment de passer dans l'urne, de plus, ces sondages ont pour lui tendance à surestimer le phénomène abstentionniste.

.

Partant de ce constat, Nicolas Sarkozy va donc orienter sa campagne présidentielle autour des thèmes de l'immigration et de l'insécurité.

Dès lors, il convient de revenir sur l'origine et le développement de ces concepts, leurs prises en compte par le politique et l'évolution de l'opinion sur ces problématiques.

Puis, après avoir déterminé ces éléments, nous verrons les motivations d'un point de vue électoral qui ont amené Nicolas Sarkozy à faire de ces deux thématiques les composantes essentielles de son discours en 2012.

## 2 / L'immigration et l'insécurité dans le discours politique français.

### A / L'immigration en France.

Nous allons ici nous intéresser de plus près à l'évolution du concept d'identité nationale et de la politique française en matière d'immigration. Nous allons donc dégager les grandes orientations prises dans ce domaine par la France et donc de mieux appréhender le phénomène et sa réception auprès de l'opinion.

#### a) Une prise en compte tardive par le politique.

Lorsque l'on parle de politique d'immigration, on cherche ici à faire référence à l'ensemble des mesures mises en place par l'état pour contrôler les flux migratoires.

Et justement, cette question du contrôle des flux migratoires est au fur et à mesure du temps devenue un enjeu essentiel dans la politique française mais, cela n'a pas toujours été le cas.

Avant toute chose, il semble important de rappeler le fait que la France s'est construite à travers les vagues d'immigrations qui l'ont traversé. Désormais, la population immigrée représente une personne sur quatre dans le pays.

L'historien français Gérard Noiriel a mis en évidence le fait que la question de l'immigration est très récente en France, et même le terme d'immigration en lui-même n'a commencé à faire son apparition que dans la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle<sup>49</sup>.

A ce moment là, la différence de statut entre un français et un étranger était encore floue et pas encore assez bien définie juridiquement.

L'affirmation de la nationalité française va donc se faire tardivement, et c'est à partir des années 1880 que ce processus va s'enclencher

Ainsi, Ernest Renan avec son discours prononcé à la Sorbonne "*Qu'est ce qu'une nation*"<sup>50</sup> a contribué à définir ce qu'était l'identité nationale française. Il insiste pour mettre la volonté humaine au coeur du projet collectif qu'il considère comme l'élément fondateur de la nation, il parlera de la nation française comme étant une véritable "*famille spirituelle*". La conception française de la nation met donc en avant la nécessité d'un consentement de la nation à vivre ensemble en se basant sur un capital social partagé par ses membres.

<sup>49</sup> Noiriel Gérard, 2006, « *Le creuset français : histoire de l'immigration XIXe-XXe siècle* » Poche.

<sup>50</sup> Conférence prononcée le 11 mars 1882 à la Sorbonne et publiée le 26 mars suivant dans le bulletin de l'Association Scientifique de France

C'est en 1889 que la loi instituant un véritable code de la Nationalité va permettre de définir une frontière intérieure entre l'individu appartenant à la nation et l'étranger, la question de l'identité nationale va devenir un véritable enjeu.

Dès lors, un certain débat au sujet de l'immigration s'installe au sein de la société française, on retrouve donc d'un côté des individus qui perçoivent l'immigration comme une opportunité de faire venir plus de main d'oeuvre, d'alimenter les effectifs de l'armée ou encore de diversifier la population. Puis, d'un autre côté nous avons des personnes qui perçoivent l'immigration comme une extinction progressive de la nationalité française et la perte des privilèges qui en résultait.

Justement, si l'on se focalise sur les différentes conceptions de l'identité nationale qui ont marqué l'idéologie de droite et celle de gauche, on distingue deux grandes figures.

Nous avons ainsi d'un côté, Maurice Barrès qui adopte une vision conservatrice de la question. Sa vision elle est axée sur les thèmes de la terre et des morts<sup>51</sup>.

Il s'agit ici de défendre la France menacée par l'Allemagne et l'identité nationale va servir à rassembler la population. Pour Barrès, l'identité nationale constitue un enjeu fondamental qui domine tous les autres sujets.

Ce dernier inclut dans sa définition de l'identité nationale, des critères religieux en considérant que la chrétienté est une continuité depuis Clovis, mais aussi sociaux, pour lui les paysans incarnent véritablement les racines de la nation. De plus, en supposant que la continuité de la France est assurée par la chaîne qui relie les morts et les vivants, il milita en faveur d'un culte des morts à travers des commémorations. Son antisémitisme que l'on retrouve dans plusieurs de ses écrits se justifierait par une haine des étrangers qui d'après lui permettrait d'unir le peuple français.

Puis, d'un autre côté nous avons Jean Jaurès qui lui relègue la question de l'identité nationale au second plan. Il considère cette question comme étant subordonnée à la question sociale, pour lui la crise en France existe d'abord en raison des injustices économiques, c'est pourquoi il faut une révolution pacifique. Il s'oppose donc à Barrès, d'autant plus qu'il défend les idéaux républicains et laïques. Enfin, la question nationale est secondaire car la SFIO se veut supranationale. Le patriotisme de gauche s'oppose au nationalisme barrésien.

Partant de là nous avons donc défini le terreau dans lequel la définition de l'identité nationale et l'immigration s'était forgée, nous allons désormais nous intéresser à la période moderne et voir comment ces sujets sont devenus de véritables enjeux pour le politique.

---

<sup>51</sup> Barrès Maurice, 1897, « *Les déracinés* » Broché

Nous savons que la période des Trente Glorieuses qui s'est étendue de l'après guerre à la moitié des années 1970, a été marquée par une prospérité économique et des besoins démographiques élevés ; ce qui amenait à une prise en compte totalement différente du phénomène migratoire.

A cette époque, la question de l'immigration n'était pas considérée comme un élément pouvant influencer fortement sur l'opinion française en période électorale.

A la sortie de la seconde guerre mondiale, il existait une sorte de consensus entre la droite gaulliste et la gauche communiste afin d'exalter l'image du pays à travers les actes de résistance; le discours nationaliste d'extrême droite était alors quasi absent du débat.

On observe ainsi que durant la période d'après-guerre, la France s'ouvre progressivement aux pays extérieurs et on constate une arrivée continue de travailleurs immigrés venus d'Europe mais aussi d'Afrique. Cela va permettre d'amener de la main d'oeuvre en masse afin de répondre aux défis économiques du pays mais aussi de contrecarrer la faiblesse de la natalité.

Dans cette perspective, en 1969, le plan Chaban-Delmas aura pour objectif la construction de grands ensembles constitués d'immeubles et chargés d'accueillir cette nouvelle population<sup>52</sup>.

A l'aube des années 1970 l'appel à cette main d'oeuvre étrangère qui jusque-là était considéré comme quelque chose d'avantageux commence peu à peu à être remis en question par les pays d'accueil.

Des critiques apparaissent notamment sur l'alourdissement des coûts sociaux que cela va générer mais également sur les conséquences négatives qu'il y aurait sur l'équilibre politique et social du pays.

Ainsi, depuis le milieu des années 1970 en France on constate que l'immigration devient un thème politique majeur. Cette période va considérablement modifier l'appréhension du phénomène migratoire dans le pays, elle correspond effectivement à la fin de la croissance économique et le début d'une période de crise pour le pays et certains de ses voisins européens.

A partir de ce moment-là, l'immigration va peu à peu devenir un thème déterminant pour guider des comportements politiques tels que le vote, les programmes des partis ou encore certains mouvements sociaux<sup>53</sup>.

Dès 1980, avec le morosité économique qui affecte le pays, les thèmes de l'identité nationale et de l'immigration deviennent progressivement les thèmes de prédilection des partis de droite et d'extrême-droite en France.

---

<sup>52</sup> Marie-Claude Blanc-Chaleard, 2007, « *Histoire de l'immigration* », Poche.

<sup>53</sup> Mestiri Ezzedine, 1990 « *L'Immigration* », Decouverte

D'ailleurs, ce contexte difficile rend le pays vulnérable à quelques remontées de racisme et la préservation de l'identité nationale redevient quelque chose d'important pour une partie de l'opinion. En 1986, Jacques Chirac alors Premier ministre de la France soulignait d'ailleurs cette préoccupation en affirmant sa volonté de "*préserver l'identité de notre communauté nationale*"<sup>54</sup>.

Le tournant qui a eu lieu entre les années 1970 et 1980 est ainsi marqué par des scores électoraux significatifs pour le Front National tels que les élections de 1983<sup>55</sup>, l'instauration de lois spécifiques à l'immigration comme la loi Pasqua de 1986 ou encore des choses plus symboliques on peut ici faire référence au charter composé de 101 maliens en octobre 1986.

Dans la foulée, on assiste également à l'émergence et au développement des mouvements antiracistes, SOS Racisme voit par exemple le jour en 1984.

Sous l'impulsion de plusieurs personnalités de la droite et de l'extrême droite française avec en particulier Jean-Marie Le Pen en figure de proue, une partie de l'opinion publique française va progressivement établir un lien entre l'immigration et l'identité nationale, dès lors la lutte contre l'immigration clandestine devient un enjeu majeur pour les personnes au pouvoir.

Dans cette perspective, l'opinion va se diviser et les partisans de l'ouverture vont alors se confronter aux personnes plutôt favorables au repli identitaire.

Cette confrontation va d'ailleurs marquer l'opinion française et le débat public pendant de nombreuses années. A titre informatif, Nicolas Sarkozy alors fraîchement élu à la présidence de la République en 2007 avait décidé de mettre en évidence cela en créant le ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire. Ici, le lien entre immigration et identité nationale est clairement affiché nous reviendrons plus tard sur le discours sarkozyste en la matière.

Au delà de ça, d'autres préoccupations apparaissent dans l'opinion et parmi certains acteurs politiques en ce qui concerne le thème de l'immigration.

On peut ainsi faire référence à la question du nombre d'immigrés et la peur de l'invasion et du fait de ne plus se sentir chez soi que pourrait ressentir une certaine partie de la population. On a alors ici l'idée que la présence d'étrangers sur le territoire français nuirait au sentiment d'appartenance national.

---

<sup>54</sup> Jacques Chirac discours de politique générale 09/04/1986

<sup>55</sup> Charlot Monica, fev 1986, « *L'émergence du Front National* » Revue Française de Sciences Politique

Cette vision des choses est accentuée par l'image du jeune immigré issue de la seconde génération qui se complexifie pour une partie de l'opinion.

L'historien spécialiste du phénomène migratoire, Jacques Dupaquier met d'ailleurs cela en évidence cela en affirmant que contrairement à leurs prédécesseurs, l'image du jeune immigré n'est désormais "*plus défini par des rapports de travail*"<sup>56</sup>, c'est d'après lui ce qui modifie la perception qu'a l'opinion de cette catégorie de la population.

Les rapports sociaux vont ainsi se complexifier et de nombreux stéréotypes vont progressivement se porter sur les jeunes immigrés, leurs capacités d'intégrations sont particulièrement remises en questions ces derniers étant considérés par certains comme inassimilables, cette vision des choses va ainsi progressivement générer des peurs et des fantasmes auprès de l'opinion.

Ce sentiment de rejet et de peur de l'autre a également été accentué par la crise des valeurs provoquée par la mutation des sociétés contemporaines à laquelle nous avons assisté, le passage d'une société traditionnelle à une société mondialisée a entraîné une certaine perte de repères pour les individus. Ces derniers souffrent donc d'une crise identitaire et le concept de nation s'effrite et devient alors de plus en plus floue<sup>57</sup>. Dans ce contexte, les comportements vis à vis de l'étranger vont alors se modifier et l'immigré va en quelque sorte devenir pour certains le responsable de tous les maux de la société .

A la vue de cela, il apparaît que ces thématiques exprimées ci-dessus sont particulièrement reprises et exprimées par les partis de droite et d'extrême-droite et en particulier par Jean Marie Le Pen. Ainsi, l'électorat frontiste semble alors très sensible aux thèmes de l'immigration et de la sécurité; ce n'est d'ailleurs pas vraiment une surprise étant donné le contenu des discours des dirigeants. Le Front National réussit au fur et à mesure du temps à s'imposer comme un véritable parti à part entière dans le paysage politique français et à élargir son audience électorale.

Dans ce sens, le thème de l'immigration sera utilisé comme un ressort en période électorale par les candidats des partis afin d'attirer un maximum de votant, ces derniers n'hésitant d'ailleurs pas à flirter avec certaines idées extrémistes.

Le thème de l'immigration a donc pris de plus en plus d'importance au sein de l'opinion française et les mesures visant à réguler et maîtriser davantage les flux migratoires occupent de plus en plus d'espace dans le débat national.

Partant de là, nous allons désormais nous intéresser de plus près au discours de Nicolas Sarkozy sur cette thématique que représente l'immigration.

---

<sup>56</sup> Dupaquier Jacques, 1998, « *Morales et politiques de l'immigration* », PUF, p62.

<sup>57</sup> Rioufol Yvan, 2007, « *La fracture identitaire* », Broché

## b) Un pilier du discours sarkozyste

La thématique de l'immigration et de l'identité nationale a depuis dix ans toujours tenu une large part dans le discours de Nicolas Sarkozy.

Peu après son accession au ministère de l'Intérieur en 2002, Nicolas Sarkozy va faire de ces enjeux l'un des piliers de son discours.

L'arrivée au second tour de Jean-Marie Le Pen marque une rupture dans l'opinion française, lorsque la droite arrive au pouvoir au même moment, Nicolas Sarkozy va surfer sur ces thématiques fétiches et il va progressivement s'approprier la question de l'identité nationale.

Ainsi, fraîchement nommé au poste de ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy va réussir à capter l'attention médiatique pendant de longues semaines, au milieu de l'été 2002 il annonce par exemple la fermeture prochaine du centre de réfugiés de Sangatte.

On le comprend, la maîtrise de l'immigration redevient une priorité essentielle pour le gouvernement et dans la foulée, Nicolas Sarkozy crée en 2003 une loi relative à la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers en France et à la nationalité, il affirme vouloir raccompagner "*chez eux plus d'étrangers que ce qui a été fait jusqu'à maintenant*"<sup>58</sup>.

Cette étape marque le premier moment de la réforme de la politique d'immigration<sup>59</sup>.

Par la suite, craignant un dépassement de la concurrence sur sa droite, Nicolas Sarkozy durcit encore plus son discours et en 2006 il va décider de créer une nouvelle loi pour compléter celle de 2003, il décide ainsi de mettre en place une politique de "*l'immigration choisie et non subie*"<sup>60</sup>.

Il souhaite notamment réduire significativement les mécanismes automatiques de régularisation des immigrés tel que le regroupement familial; il entend même faire de ce concept le principe fondateur de la nouvelle politique d'immigration .

Dès lors les lois du 24 juillet et du 14 novembre de l'année 2006 comportent de nombreuses modifications, elles vont ainsi supprimer définitivement le droit à la régularisation après 10 ans, les mariages à l'étranger sont aussi davantage contrôlés, un renforcement des conditions d'accès au regroupement familial, favoriser les personnes compétentes et talentueuses à venir sur le territoire.. Ces mesures traduisent le durcissement du discours de Nicolas Sarkozy sur la thématique immigration.

---

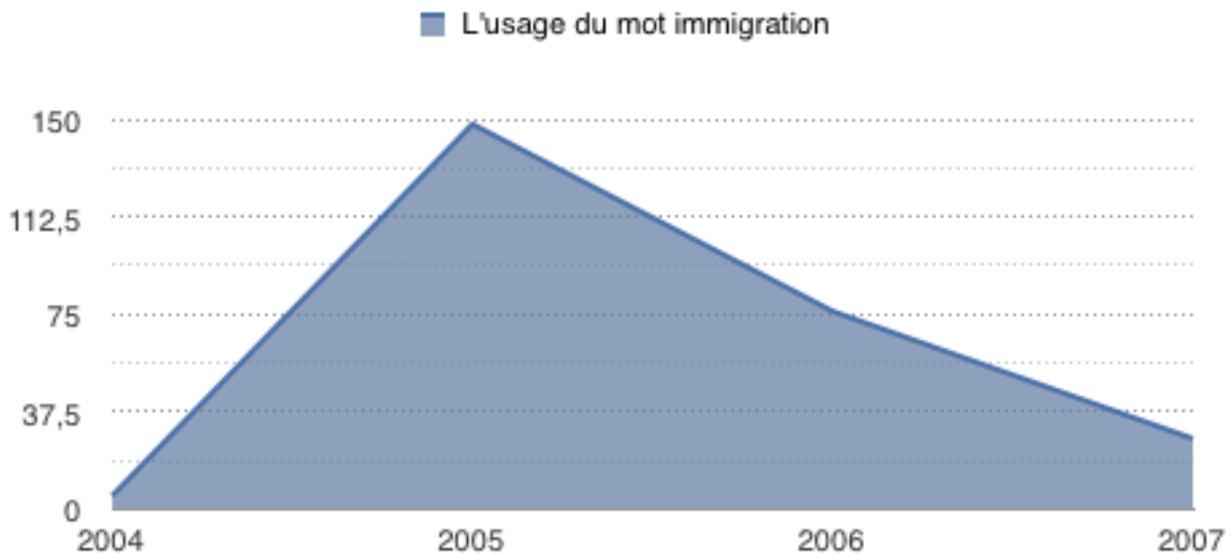
<sup>58</sup> Déclaration de Nicolas Sarkozy en 2003.

<sup>59</sup> Voir "*Projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration*", 2006, <http://www.assemblee-nationale.fr>

<sup>60</sup> Interview de Nicolas Sarkozy au JDD, 5/02/2006;

D'ailleurs, cette ligne idéologique et politique adoptée par Nicolas Sarkozy aura un fort impact médiatique, de nombreuses personnalités viendront dénoncer le virage à droite entamé par Nicolas Sarkozy. A ce propos, le spécialiste de l'immigration Patrick Weil considérera cette évolution comme une volonté avérée de « séduire la partie la plus à droite de l'électorat<sup>61</sup> ».

**Figure II.1 : l'évolution du mot immigration dans le discours de Nicolas Sarkozy entre 2004 et 2007<sup>62</sup>.**



Comme on le constate sur ce graphique, l'usage de la thématique immigration connaît un véritable pic pour Nicolas Sarkozy entre 2004 et 2005 avant de connaître une régression importante jusqu'au moment de sa campagne en 2007.

Louis-Jean Calvet et Jean Véronis les auteurs de cette analyse estiment d'ailleurs que cette diminution de la thématique à l'approche de la campagne de 2007 s'expliquerait par une stratégie d'anticipation de la part de Nicolas Sarkozy. Il savait qu'un langage trop musclé sur ce sujet risquerait d'*indisposer une bonne partie de l'UMP modérée, chiraquiens et villepinistes en particulier, dont il avait besoin du soutien*<sup>63</sup>.

Le quinquennat de Nicolas Sarkozy se fera dans la continuité de ce durcissement idéologique entamée dans les années précédentes. En revenant sur les différents événements qui ont émaillé ces cinq années, nous allons donc mettre en évidence l'évolution du discours de Nicolas Sarkozy sur la thématique immigration et ainsi comprendre pourquoi cela sera un des piliers de son discours durant sa tentative de réélection en 2012.

<sup>61</sup> Entretien avec Patrick Weil sur RFI le 7 mars 2012.

<sup>62</sup> La base de référence de cette analyse est située à 100 000 mots.

<sup>63</sup> Louis-Jean Calvet et Jean Véronis, 2008, "*Les mots de Nicolas Sarkozy*", Seuil, p138

Dès les premiers jours qui suivent son élection, Nicolas Sarkozy met en place un nouveau ministère chargé de l'Immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire, il nomme Brice Hortefeux à la tête de ce portefeuille.

Ainsi, cette création fait suite à une promesse de campagne du nouveau président qui considérait que la politique d'immigration sera "*l'identité de la France dans trente ans*"<sup>64</sup>. Ici, Nicolas Sarkozy souhaite clairement placé le début de son quinquennat sous cet angle identitaire et national. Dans le foulée, dès l'automne une loi sur l'immigration dite «*loi Hortefeux*» va être votée. Cette loi sera particulièrement commentée médiatiquement du fait de sa volonté de recourir à des statistiques ethniques et à des tests génétiques pour pouvoir accéder au regroupement familial. Des objectifs chiffrés en matière d'expulsions d'étrangers seront également indiqués. Un décret sera mis en place et viendra compléter cette loi, il stipule l'obligation de savoir parler français et de connaître les valeurs de la République pour les candidats à la nationalité. Dans les mois qui suivent l'instauration de cette loi, le 22 septembre 2009 le démantèlement de la jungle de Calais décidé par le gouvernement sera très médiatisé. On pouvait y voir environ 500 policiers démolir un campement d'exilés afghans.

Cette ligne idéologique va se prolonger avec dans la continuité de ces événements la mise en place le 2 novembre 2009 d'un grand débat sur les valeurs de l'identité nationale mené par Eric Besson. Un site internet sera mis à la disposition des français et des débats seront organisés localement afin de permettre aux français de discuter des valeurs françaises, de l'histoire de la nation ou de la laïcité. Mais, au final ce débat sera marqué par la multiplication des dérapages de la part des membres du gouvernement et des polémiques médiatiques qui suivirent. En somme, cette politique très offensive du début du quinquennat de Nicolas Sarkozy aura pour principale conséquence de réussir à banaliser la méfiance à l'égard des étrangers.

Mais, le véritable tournant à droite du quinquennat de Nicolas Sarkozy est sans aucun doute le discours de Grenoble prononcé le 30 juillet 2010. Ce discours sera considéré comme un révélateur

---

<sup>64</sup> Déclaration Nicolas Sarkozy 2007

des positions prises lors de la campagne de 2012. Nicolas Sarkozy ne cesse de pointer du doigt les étrangers vivant en France, n'hésitant d'ailleurs pas à faire le lien entre immigration et insécurité.



### Nicolas Sarkozy et Brice Hortefeux lors du discours de Grenoble.

Ce dernier va alors annoncer une multitude de mesures visant à reconquérir un électorat plus à droite, parmi ces mesures on retiendra notamment la déchéance de nationalité pour les étrangers ayant porté atteinte à la vie d'un policier ou d'un gendarme, une réévaluation des "*droits et les prestations auxquelles ont aujourd'hui accès les étrangers en situation irrégulière*<sup>65</sup>", il reviendra également sur la nécessité de mettre fin "*aux implantations sauvages de campement de Roms*" en ajoutant que ce sont "*des zones de non-droit qu'on ne peut pas tolérer en France*", d'ailleurs dans la foulée une circulaire sera envoyée aux préfets ordonnant l'évacuation sous trois mois de près de "*300 campements ou implantations illicites... en priorité ceux des Roms*» Ce discours va clairement être interprété comme un appel du pied aux électeurs du Front-National.

Puis, en ce qui concerne l'année 2011, l'usage de la thématique immigration sera très fortement marqué par les nombreuses déclarations de Claude Guéant sur le sujet. Cette figure de la droite populaire alors ministre de l'Intérieur va multiplier les stigmatisations envers les étrangers. au cours de l'année 2011, Claude Guéant fixera notamment des nouveaux objectifs en matière d'expulsions, il mettra en place une circulaire sur la "*maîtrise de l'immigration scolaire*" en argumentant que "*le quart des étrangers qui ne sont pas d'origine européenne sont au chômage, les deux tiers des échecs scolaires, c'est l'échec d'enfants d'immigrés*<sup>66</sup>", il enchaînera les déclarations sur la délinquance étrangère estimant qu'elle est supérieure à la moyenne enregistrée dans le pays,

---

<sup>65</sup> Nicolas Sarkozy, Discours de Grenoble, 30 juillet 2010

<sup>66</sup> Article de "*Libération*" du 25 mai 2011.

entamera une réflexion sur la place de l'Islam en France , et enfin militera pour un durcissement du droit d'asile dans le pays.

Au final, au cours de cette année 2011 et dans une plus large mesure au cours du quinquennat de Nicolas Sarkozy, l'évolution et l'usage de la thématique immigration par le président et les membres du gouvernement amène à penser à une diminution de la frontière entre UMP et Front National.

## **B / L 'insécurité en France.**

a) L'évolution d'une thématique dans le paysage politique français.

Nous allons ici nous intéresser à la thématique sécuritaire et à son évolution dans le paysage politique français à travers le temps.

Le thème de l'insécurité constitue à lui seul l'un des principaux marqueurs de clivage entre la droite et la gauche française, cette thématique s'est progressivement imposée dans le débat français et en particulier lors de certaines élections importantes, c'est aussi un thème à l'origine de nombreuses politiques publiques depuis certaines années.

Progressivement, l'insécurité va apparaître comme étant un thème majeur; on se souvient notamment de la campagne présidentielle de 2002 axée sur ce thème ou encore la polémique liée aux émeutes urbaines de 2005 qui a généré un fort sentiment d'angoisse dans la société française. Il s'agit donc ici de comprendre les différentes facettes qui ont permis à ce thème de s'immiscer dans le débat à travers les années mais aussi d'analyser l'évolution de l'opinion sur cette question.

Si l'on reprend la définition du dictionnaire Larousse, le mot insécurité, désigne "*le sentiment de vivre dans un environnement physique ou social favorisant les atteintes aux personnes et aux biens*<sup>67</sup>". Lorsque l'on emploie le terme d'insécurité on cherche avant tout à mettre en avant une situation de danger ou de risque pour un individu. Ces situations peuvent être variées, il peut s'agir d'une agression physique, verbales, ou encore terroristes mais aussi des inquiétudes liées à l'avenir d'un individu telles que la perte d'un emploi ou encore la précarité. Les sources de l'insécurité sont donc multiples et variées.

Cependant, politiquement parlant, le thème de l'insécurité de par ses multiples caractéristiques reste quelque chose de flou à définir pour les spécialistes. En cela, les politiques publiques menées contre l'insécurité sont très difficiles à évaluer et à mesurer.

---

<sup>67</sup> Dictionnaire Larousse Edition 2012

En France, on s'appuie sur les statistiques fournies par le ministère de l'Intérieur afin de déterminer les évolutions de l'insécurité dans le pays, les statistiques sont donc ici utilisées comme un moyen de légitimer ou non certaines politiques publiques

Laurent Mucchielli<sup>68</sup> qui est chercheur au CNRS et qui a particulièrement travaillé sur le thème de l'insécurité a cherché à mettre en évidence le contraire, il dénonce notamment le phénomène de publication systématique de ces chiffres par les médias de masse.

b) L'instrumentalisation du sentiment d'insécurité.

Aujourd'hui le décryptage et l'analyse du phénomène sécuritaire nous oblige à nous éloigner de la théorie de l'état de nature décrite par Hobbes dans "*Le Léviathan*"<sup>69</sup>.

La théorie de Hobbes selon laquelle « tout homme est un loup pour l'homme » dans laquelle l'Etat devait intervenir pour enrayer les risques que représente la violence naturelle des individus ne représente plus complètement le nœud des politiques sécuritaires actuelles.

De nos jours, il apparaît que l'insécurité est plus liée à un sentiment plutôt qu'à une réalité des faits. La forte demande de sécurité qui émanerait de la part des citoyens dans nos sociétés repose donc davantage sur des craintes abstraites et des angoisses que chacun se représenterait plutôt que sur des risques réels.

Dans cette perspective, le rôle du politique sera de répondre aux attentes des individus tout en essayant d'animer continuellement ce sentiment.

D'après plusieurs auteurs ayant travaillé sur l'évolution du phénomène sécuritaire en France, il apparaît que le développement du sentiment d'insécurité dans l'opinion s'est produit au cours des années 1970. Un parallèle avait ainsi été établi entre ce sentiment d'insécurité exprimée de la part des français et la crise économique frappant le pays à ce moment précis, mais le lien unissant ces deux phénomènes est complexe à analyser.

Sébastien Rocher dans son décryptage de l'insécurité en France<sup>70</sup> met en évidence le fait que les années 1950 et 1960 ont été véritablement marquées par une augmentation des crimes et des délits dans le pays; cette tendance va ensuite se stabiliser au cours des années 1970 . L'auteur constate alors que la croissance économique suivant la Seconde Guerre mondiale a eu un impact négatif sur

---

<sup>68</sup> Mucchielli Laurent, 2007, « *Violence et insécurité :fantasmes et réalités dans le débat français* »,Broché.

<sup>69</sup> Hobbes Thomas, 1651, « *Le Léviathan* »,Poche

<sup>70</sup> Rocher Sébastien, 2008, « *Du sentiment d'insécurité au frisson de l'émeute* » Hérodote.

les solidarités entre les individus ce qui a entraîné une augmentation massive de la délinquance durant cette période.

Or, c'est durant cette période de stabilisation que le sentiment d'insécurité va s'accroître au sein de l'opinion française. Sébastien Rocher explique ainsi cette situation paradoxale par l'importance et par le retentissement qu'a eu la crise économique sur la psychologie des individus. En cela, il explique cette augmentation du sentiment d'insécurité par la peur suscitée par le chômage, le déclassement social ou l'exclusion.

Ainsi, la crise économique n'aura pas fait augmenter la délinquance en soi, mais elle aura plus eu tendance à agir sur les peurs individuelles de chacun.

Pour faire un lien avec la situation actuelle, aujourd'hui ce qui fait se développer le sentiment d'insécurité c'est davantage le risque de la violence plutôt que la violence elle-même.

De plus, ce sentiment est alimenté continuellement par les représentations que les individus se font du monde extérieur; par la perception qu'ils se font des agresseurs supposés; on peut prendre ici pour exemple la peur que représente les bandes de jeunes pour une partie de la population.

Et nous ne pouvons ici ignorer le rôle des médias dans la diffusion et le développement de ce sentiment de crainte chez une partie de l'opinion. Les médias ont ainsi cette capacité de mettre en lumière et de renforcer certaines thématiques auprès de l'opinion, ils jouent de ce fait un véritable rôle de relais auprès de l'opinion et ces derniers n'hésitent pas à entretenir un certain climat d'insécurité.

Et, d'après Mucchielli<sup>71</sup>, on pourrait expliquer ce phénomène du fait que l'insécurité soit devenue un sujet de plus en plus plébiscité par les médias en général. Ces derniers n'hésitent pas à publier et analyser tous les derniers chiffres de la délinquance ou encore de faire écho aux différentes interventions policières et faits divers qui se déroulent à travers le pays. Cela s'accompagne souvent d'images ou de propos choquants, les journalistes n'hésitent pas à faire dans le sensationnel afin d'attirer un public plus large.

De plus, le lien entre la banlieue et la violence est établi de manière très régulière à travers le traitement de l'information, cela s'accompagne d'images significatives telles que des voitures en feu ou des bandes de jeunes. D'ailleurs, nombreuses sont les personnes telle que Rokhaya Diallo<sup>72</sup> qui protestent contre cette image sans cesse négative de la banlieue véhiculée par les médias; ils dénoncent ainsi la stigmatisation de ces zones urbaines et l'exacerbation des tensions que cela implique.

---

<sup>71</sup> Mucchielli Laurent, 2007, « *Violence et insécurité : fantômes et réalités dans le débat français* », Broché.

<sup>72</sup> Rokhaya Diallo, 2012, « *A Nous la France* », Michel Lafon

Par ce pouvoir de l'image et par son caractère répétitif (les mêmes images sont souvent diffusées sur différentes chaînes, on pense ici aux chaînes de télévision en continue) la télévision va produire un certain phénomène d'identification chez le téléspectateur. En d'autres termes, l'individu qui voit ces images spectaculaires de violence caractérisée à la télévision va se dire qu'il pourrait lui-même en être la victime, ce dernier aura alors tendance à développer de la méfiance à l'égard d'autrui. En cela, cette vision de la société générée par les médias modifie la perception qu'ont les individus sur leurs propres sécurités.

De ce fait, ce sentiment d'insécurité renforcé et alimenté par les médias va faire le jeu des politiques car progressivement l'insécurité s'installe comme un thème de campagne à part entière. Le sentiment d'insécurité pénètre progressivement la population et ce même dans les régions françaises les moins touchées par la délinquance. A ce propos, le traitement de l'information médiatique lors de la campagne présidentielle de 2002 qui a vu Jean-Marie Le Pen atteindre le second tour illustre bien ce phénomène. En 2002, par exemple, on constate que le vote Le Pen a été plus fort dans les régions les moins affectées par la délinquance

Face à l'importance prise par la thématique sécuritaire au sein de l'opinion, le sociologue Philippe Robert qui s'est spécialisé dans les recherches sur la délinquance a même essayé d'établir une sorte de portrait robot de l'individu type qui serait plus que les autres préoccupés par ces thèmes la.<sup>73</sup> En cela, Philippe Robert nous indique les principaux déterminants de cette préoccupation sécuritaire chez l'individu.

D'abord, c'est sans surprise que l'auteur affirme que politiquement les personnes les plus sensibles aux sujets sécuritaires soient davantage affiliées aux idéologies des partis de droite et d'extrême-droite.

Il semblerait également que la préoccupation pour l'insécurité soit véritablement liée à l'âge de la personne, ainsi, plus un individu sera âgé et plus ce dernier aura tendance à s'inquiéter des risques de la violence dans la société.

De même, les personnes ayant un faible capital éducatif sont plus exposées à cette thématique sécuritaire. On a ici l'idée que plus un individu sera diplômé et plus il aura tendance à se tourner vers d'autres préoccupations telles que la croissance économique du pays, ou encore la préservation de l'environnement. L'éducation servirait ici comme une sorte de rempart efficace face au poids de ces thématiques dans l'opinion.

---

<sup>73</sup> Philippe Robert, 2002, « *L'insécurité en France* » Coll. Repères, éd. La Découverte, ,

Il précise aussi que les personnes préoccupées par les sujets sécuritaires ne sont pas caractérisées par la faiblesse de leurs revenus mais plus par la crainte que ces derniers ont du chômage ou des crises économiques.

Philippe Robert met aussi en évidence que le fait d'avoir été victime soi même de violence au cours de vie n'influence pas véritablement sur l'opinion de l'individu. La majorité des personnes préoccupées par l'insécurité n'ont pas été personnellement confrontées à cette dernière au cours de leurs vies. En cela, l'insécurité est plus perçue par l'opinion comme un phénomène sociale et non pas comme un problème personnel.

La prise en compte de l'insécurité dans le discours politique commence à la suite événements de 1968, Raymond Marcellin qui était le ministre de l'Intérieur de l'époque va employer le terme d'insécurité pour faire référence la "défense de la République".

Mais, ce n'est qu'à partir de la fin des années 1970 que le thème de l'insécurité va véritablement s'inviter progressivement au coeur du débat politique national. Cette période se caractérise également par un très net ralentissement de l'activité économique du pays.

A ce propos, en 1975, Michel Poniatowski (le ministre de l'Intérieur de l'époque) déclarait « *je voudrais que le ministère de l'Intérieur s'appelle le ministère de la sécurité des Français, parce que c'est son vrai nom. Il assure la sécurité et l'ordre, car c'est la liberté de chacun, mais la liberté n'est pas spécifiquement celle de la politique, c'est aussi, dans les grandes villes, de pouvoir sortir après huit heures du soir.* <sup>74</sup> ». La préoccupation sécuritaire gagne ainsi du terrain auprès de l'opinion française, il devient progressivement une réalité politique.

Ainsi, à la fin des années 1970 et au début des années 1980, un certain sentiment d'insécurité s'installe auprès de la population et ceux qui souhaitent briguer un mandat vont progressivement devoir le prendre en compte.

Lorsque François Mitterrand est élu à la présidence de la République la gauche qui arrive au pouvoir en 1981 éprouve alors certaines difficultés à manier le thème sécuritaire et à reconnaître le sentiment d'insécurité grandissant dans l'opinion. Pour lutter contre ce phénomène ils préconisent une politique axée sur la prévention sociale ayant pour objectif de combattre la délinquance en amont et ainsi d'insérer les jeunes qui pourraient potentiellement basculer plutôt que celle d'un état tout policier caractérisé par une répression plus ferme.

Dans cette perspective, les forces politiques de droite de l'époque se prononcent rapidement sur ce thème sécuritaire, ils en font même un thème prioritaire de leurs actions. Il est pour eux hors de

---

<sup>74</sup> Sébastien Rocher, 2002, « Tolérance zéro ? : Incivilités et insécurité », Broché, p125.

question d'abandonner ce thème à l'extrême-droite, il ne s'agit pas de reprendre les mêmes arguments c'est à dire d'assimiler continuellement la délinquance à l'immigration mais plutôt de réussir à concurrencer le Front National sur ce sujet. A gauche, on dénonce ainsi cet usage politique fait par les forces de droite sur ce sujet de l'insécurité afin de faire oublier la crise économique notamment, on retrouvera ces arguments lors de la campagne présidentielle de 2012.

Partant de là, deux conceptions vont s'opposer au sujet du traitement et de l'appréhension du phénomène sécuritaire par le politique. Ainsi, même si les positions et les discours vont évoluer avec le temps les forces de gauche et de droite vont chercher à traiter l'insécurité d'une manière différente au cours de ces trente dernières années; deux tendances se dégagent.

On distingue ainsi d'un coté un discours répressif, ou l'insécurité est vue comme une priorité et ou la délinquance devra être sanctionnée sévèrement; ce modèle va aboutir à la notion de tolérance zéro et de populisme pénal. Puis d'un autre coté, nous avons une lutte contre la délinquance fondée sur la prévention sociale et sur une réflexion en amont. Nous allons ainsi étudier de plus près ces deux conceptions.

Le sociologue Hugues Lagrange a travaillé sur les facteurs de la délinquance dans nos sociétés contemporaines, et il part du constat que les comportements délinquants sont liés à l'incapacité des sociétés riches à produire de l'égalité sociale<sup>75</sup>.

En affirmant cela, il souhaite démontrer que ce qui amène un individu à adopter ce type de comportement peut s'expliquer par les problèmes économiques et sociaux que ce dernier subi; on fait ici référence à l'éducation, au chômage, la précarité ou encore au manque de perspective d'avenir.

Pour illustrer ces propos, au début des années 1980, les enfants d'immigrés nord africains connaissaient des taux de chômage atteignant les 50%, cela montre bien phénomène de rejet de la société dont cette partie de la population était victime.

Ainsi, d'après l'auteur, le sentiment d'injustice généré par l'addition de ces problèmes va pousser les individus les plus exposés à avoir un comportement violent envers la société, ou alors des activités illicites.

Mais, Lagrange précise que ce n'est pas le fait d'être pauvre en soi qui provoque de la violence, c'est en réalité l'écart et les inégalités entre les plus riches et les plus pauvres qui crée ce sentiment d'injustice et de frustration qui va conduire à la violence.

---

<sup>75</sup> Hugues Lagrange, 2006, « *L'Épreuve des inégalités* », Paris, PUF

Dès lors, en France de nombreuses mesures ont été prises allant de ce sens par les gouvernements successifs. On peut ici faire référence aux Zones d'Education prioritaire (ZEP) qui sont créées en 1981 à l'initiative du ministre de l'éducation de l'époque Alain Savary, ces ZEP auront alors pour objectif de lutter contre l'échec scolaire en dotant certains établissements situés dans des zones difficiles de moyens supplémentaires. L'éducation est alors perçue comme un moyen d'endiguer la délinquance chez les jeunes

Mais, le discours visant à lutter contre l'insécurité en favorisant la prévention sociale se voit concurrencer par un discours davantage marqué par la répression.

C'est notamment le cas de Jean-Marie Le Pen, en effet, dans le courant des années 1980 le créateur du Front National se caractérise par un discours très axé sur la lutte contre l'insécurité. Ce dernier estime que la répression n'est pas assez forte et il s'oppose par exemple fermement à l'abolition de la peine de mort, par ailleurs, il n'hésite pas à faire le lien l'immigration et l'insécurité.

Il souhaite ainsi instaurer un climat de peur et répandre l'idée selon laquelle la délinquance se déroulerait principalement dans les banlieues et serait commise par les enfants d'immigrés. Ce discours et cette vision des choses de la part du FN ne vont d'ailleurs pas beaucoup évoluer pendant toutes ces années.

Mais, comme l'explique Jacques De Maillard, le véritable tournant en ce qui concerne l'évolution du discours sur l'insécurité se fera à la fin des années 1990 et au début des années 2000<sup>76</sup>, il distingue ainsi 3 événements majeurs qui ont contribué à l'émergence de ce phénomène.

En 1997, le gouvernement Jospin fait de la lutte contre l'insécurité sa deuxième priorité après l'emploi, c'est un changement radical pour les politiques de gauche

Les attentats du 11 septembre 2001 ont également contribué à une modification du discours sur l'insécurité. Il devient un thème de plus en plus central et cela dépasse largement la lutte contre le terrorisme. Un certain discours teinté d'islamophobie se répand alors.

Enfin, il apparaît que les élections présidentielles de 2002 ont symbolisé cette place déterminante acquise par le thème sécuritaire dans le débat public. Ainsi, un véritable emballement médiatique s'est créé autour de ces enjeux, et certains expliquent la défaite de la gauche et la passage au second tour de Jean-Marie Le Pen par l'ampleur de ce phénomène.

Comme on le constate, le discours sécuritaire a évolué en France et peu à peu la notion de "Tolérance zéro" gagne du terrain.

---

<sup>76</sup> Jacques De Maillard, 2010, Les politiques de sécurité in « *Politiques publiques* », Presses de Sciences Po.

Justement, ce concept issue du modèle anglo-saxon fait référence à un certain durcissement de la sanction pénale dans le pays., mais est aussi utilisé comme un moyen de convaincre les personnes sceptiques sur l'efficacité de la prévention en matière de lutte contre la délinquance. Pour Sébastien Rocher<sup>77</sup>, c'est la réponse qu'apporte les politiques à un certain laxisme exprimé par une partie de l'opinion en ce qui concerner les politiques de lutte contre l'insécurité.

Dans cette perspective, les acteurs politique vont progressivement adapter leurs discours en fonction de cette évolution sociétale. Ces derniers ne vont alors pas hésiter à commenter et reprendre dans les médias les événements liés à ce thème. Par ailleurs, pour un homme politique le fait de table sur l'insécurité dans son discours lui offre la possibilité de réaliser des coups médiatiques.

Dans les faits de nombreuses évolutions témoignent de cette tendance à la pénalisation et à l'importance prise par le discours sécuritaire en France.

Et, pour faire face à ce phénomène les membres de la classe politique vont alors avoir tendance à prendre la défense des victimes, exiger des sanctions plus dures et des réponses concrètes de la part des personnes en charge du problème; tout cela pour pouvoir donner un écho plus important au thème sécuritaire. On peut ici faire référence au rôle et au discours tenu par Nicolas Sarkozy alors qu'il était ministre de l'Intérieur, ce dernier avait alors multiplier les interventions publiques faisant suite à des événements liés à l'insécurité, nous reviendrons plus tard sur le rôle spécifique de Nicolas Sarkozy en tant que ministre de l'Intérieur.

Justement c'est sur l'évolution du discours sur la thématique insécurité que nous allons désormais nous focaliser.

c) Nicolas Sarkozy, l'image du premier flic de France.

Tout comme pour l'immigration, on se rend compte que les liens entre Nicolas Sarkozy et l'insécurité commencent véritablement à s'établir auprès de l'opinion au moment de son accession à la place Beauveau en 2002.

Dès lors, Nicolas Sarkozy place la lutte contre l'insécurité au coeur de son action. Sa nomination au ministère de l'Intérieur provoque une véritable rupture par rapport à ses prédécesseurs, il se caractérise notamment par une vision répressive de la problématique et par un soutien immodéré aux forces de l'ordre.

Au cours de cette période il sera à l'origine de plusieurs lois visant à renforcer la sécurité des français.

---

<sup>77</sup> Sébastien Rocher, 2002, « *Tolérance zéro ? : Incivilités et insécurité* », Broché

On peut ici faire référence à la loi pour la sécurité intérieure appelée loi Sarkozy du 18 mars 2003 prévoyant notamment une extension des moyens de contrôles d'identités, un élargissement des fichiers policiers, ou encore la création du délit de racolage passif. La loi Perben 2 du 9 mars 2004 visant à lutter contre la criminalité organisée et qui prévoit une procédure d'exception pour les délits et crimes commis en bandes organisées. On peut également parler de la loi de lutte contre le terrorisme incluant notamment généralisation de la vidéosurveillance en 2006.

On le voit, l'arsenal législatif sécuritaire déployé par Nicolas Sarkozy en tant que ministre de l'Intérieur est conséquent sur cette période; mais au delà de cet aspect, c'est la stratégie de communication déployée par ce dernier qui va lui donner cette image de "*premier flic de France*"<sup>78</sup>. En utilisant toujours la même façon de communiquer, c'est à dire celle d'un activisme effréné, Nicolas Sarkozy va multiplier les interventions et les déclarations faisant suite aux différents événements qui émaillent l'actualité.

Ici, parmi la multitude de ces interventions médiatiques sur l'insécurité nous retiendrons sa déclaration sur le karcher de 2005 qui a particulièrement retenue l'attention de l'opinion.

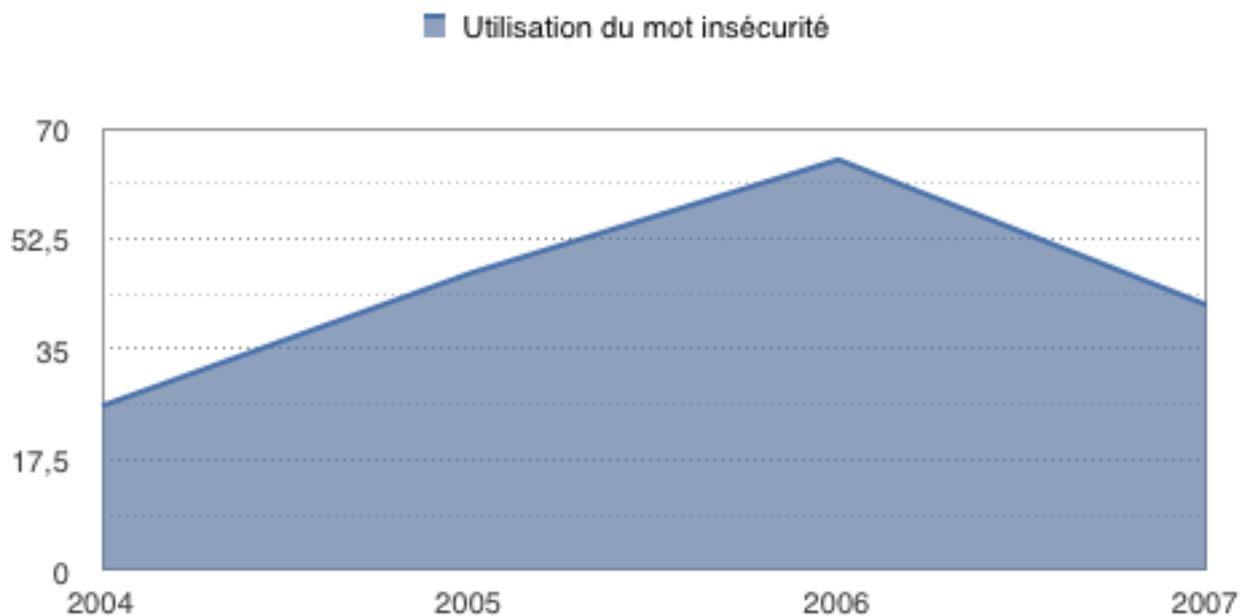
Les images de Nicolas Sarkozy en visite à la cité des 4000 de la Courneuve déclarant devant toute la presse "*Dès demain, on va nettoyer au Karcher la cité, on y mettra les effectifs nécessaires et le temps qu'il faudra, mais ça sera nettoyé*"<sup>79</sup> vont faire le tour des journaux télévisés et ses propos seront repris et commentés par tous les acteurs de la vie politique de droite comme de gauche; chacun se positionnera vis à vis de la problématique exposée.

---

<sup>78</sup>Surnom donné par la presse à Nicolas Sarkozy pour faire référence à Clémenceau

<sup>79</sup> Déclaration de Nicolas Sarkozy le 19 juin 2005.

**Figure II.2 : Les variations de l'utilisation du mot "insécurité" entre 2004 et 2007<sup>80</sup>.**



On voit ici que de 2004 à 2006 la thématique sécuritaire va augmenter conséquemment pour Nicolas Sarkozy, il modifiera légèrement son discours à l'approche de l'élection de 2007. En somme, les années de Nicolas Sarkozy passées à la tête du ministère de l'Intérieur ont été caractérisées par sa façon d'instrumentaliser le sentiment d'insécurité et de se façonner une stature présidentielle de par son image d'individu mêlant activisme et fermeté.

Le quinquennat de Nicolas Sarkozy continuera sur cette même ligne idéologique, dès les premiers jours qui suivirent son investiture il fit voter une loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs en instaurant des peines planchers. Tout au long de ses cinq ans il souhaite montrer à l'opinion son activisme sur la thématique de l'insécurité avec en ligne de mire la lutte contre la délinquance en stigmatisant la communauté Roms.

Tout comme pour la thématique de l'immigration, le discours de Grenoble prononcé le 30 juillet marquera un symbole fort de son quinquennat en matière de lutte contre l'insécurité. Au cours de son discours il prononcera le mot "*délinquance*" 13 fois ce qui témoigne de son insistance sur le sujet.

Au final, le traitement de la thématique sécuritaire de Nicolas Sarkozy est quasiment analogue à celui de l'immigration analysé précédemment.

<sup>80</sup> Louis-Jean Calvet et Jean Véronis, 2008, "*Les mots de Nicolas Sarkozy*", Seuil.

Et on peut ici faire un rapprochement entre le discours de Nicolas Sarkozy sur ces thématiques et le concept de "*Populisme pénal*<sup>81</sup>" théorisé par Denis Salas.

Ce dernier estime que la montée en puissance du tout répressif au début des années 2000 correspond à l'influence grandissante des médias de masse et une tendance à donner l'illusion de l'action plutôt que l'action elle-même. Pour l'auteur, la multiplication des politiques répressives visant à durcir la société sont en fait des réponses simples à des problèmes complexes qui répondent à une pure stratégie électorale.

Ainsi, après avoir étudié l'évolution et la signification de l'immigration et de l'insécurité dans le paysage politique français, et mis en évidence leurs liens avec le discours sarkozyste; nous allons désormais nous concentrer sur les motivations qui ont conduit Nicolas Sarkozy à axer sa stratégie de campagne autour de ces thématiques. Ces motivations auront donc deux dimensions, l'une se focalisera sur des études d'opinion faisant état des positions des individus sur ces problématiques en 2012; puis l'autre se concentrera sur des études sociologiques qui mettent en évidence certains faits saillants dans la société française. .

---

<sup>81</sup> Denis Salas, 2008, "*La volonté de punir: essai sur le populisme pénal*", Fayard.

### **3/ L'état de l'opinion sur ces thématiques**

Nous allons ici nous intéresser aux motivations qui auraient poussé Nicolas Sarkozy à adopter cette stratégie de campagne "droitière" axée sur les thèmes de l'insécurité et de l'immigration.

D'abord, d'un point de vue de l'opinion, on peut dans un premier temps se demander si ces thèmes la correspondent aux principales préoccupations des français.

En effet, pour bon nombre de personnes il semblerait évident que les thèmes abordés lors d'une campagne par un candidat favori à l'élection présidentielle tel que Nicolas Sarkozy correspondent dans une certaine mesure aux préoccupations affichées par l'opinion.

Nous allons donc nous pencher sur les enquêtes d'opinions réalisées à des étapes clés de l'élection présidentielle.

Ces études réalisées par l'institut Ipsos, s'étendent sur 9 vagues successives allant de novembre 2011 à la fin du mois d'avril 2012<sup>82</sup>.

Les données fournies par ces études vont nous permettre de déterminer quels ont été les sujets qui ont le plus préoccupé les français dans cette période et quels étaient les candidats qui étaient les plus à même de répondre à ces attentes.

L'enjeu ici est de savoir quelles ont été du point de vue de l'opinion les motivations de Nicolas Sarkozy a adopté ce discours tout au long de sa campagne.

#### **A) Les préoccupations des français**

##### **a) Les thématiques majeures en 2012**

Ainsi, nous allons d'abord nous intéresser aux thèmes qui ont le plus préoccupé les français

Cette enquête réalisée par l'institut Ipsos sur la période citée précédemment porte sur les principales préoccupations des français à la fois pour eux mêmes mais aussi pour leurs pays. Elle permet aussi d'établir un classement des sujets qui préoccupent le plus les français à ce moment.

---

<sup>82</sup> Voir étude "*Ipsos-Logica Business*", Présidoscopie, sur les périodes Du 4 au 10 novembre 2011, du 12 au 23 janvier 2012, du 2 au 7 février 2012, du 16 au 21 février 2012, du 1er au 6 mars 2012, du 23 au 27 mars 2012, du 5 au 10 avril 2012, du 19 au 21 avril 2012, du 27 avril 2012.

**Classement des sujets qui préoccupent en moyenne le plus les français pour leurs pays<sup>83</sup> :**

<b>Pour la France</b>	<b>Moyenne des préoccupations</b>
Crise économique	50,22
Chômage	43,3
Déficits publics	31,8
Pouvoir d'achat	28
Inégalités sociales	20,55
Immigration	20,2
Fonctionnement du système éducatif	15,66
Fonctionnement système de santé	15,44
Insécurité	15,22
Impôts et taxes	13,88
Retraites	11,55
Logement	7,44
Fonctionnement de la justice	7,11
Environnement	5,55
Nucléaire	4
Inégalités hommes-femmes	1,77

<sup>83</sup> Dans cette enquête, les individus doivent définir les 3 sujets qui les préoccupent le plus.

**Classement des sujets qui préoccupent en moyenne le plus les français pour eux mêmes:**

<b>Pour eux-mêmes</b>	<b>Moyenne des préoccupations</b>
Pouvoir d'achat	57,88
Retraites	33,55
Impôts et taxes	32,22
Crise économique	24
Fonctionnement système de santé	23,11
Chômage	19,22
Insécurité	16,11
Inégalités sociales	15,55
Fonctionnement du système éducatif	15,11
Immigration	11
Environnement	9,33
Déficits publics	7,8
Logement	6,66
Fonctionnement de la justice	5,66
Inégalités hommes-femmes	3,88
Nucléaire	3,22

Ici, les préoccupations des Français concernent à la fois les préoccupations pour la France et les préoccupations pour eux-mêmes.

Ces deux facettes permettent de bien mettre en perspective quels étaient véritablement les thématiques les plus importantes dans l'opinion française.

On observe alors que les principales préoccupations des français au cours de cette campagne présidentielle étaient avant tout d'ordre économique.

En effet, lorsque les français sont interrogés sur ce qui les préoccupe le plus pour leurs pays, la crise économique arrive en tête avec 50,22%, suivie par la thématique du chômage avec 43,3% ou encore la réduction des déficits publics et le pouvoir d'achat avec respectivement 31,8 et 28%.

En ce qui concerne les préoccupations des Français sur un plan plus personnel, le constat est le même puisque c'est là encore les thématiques économiques qui prédominent.

On se rend compte que la question du pouvoir d'achat est particulièrement importante car elle correspond à la préoccupation principale de 57,88% des français, et, dans une moindre mesure les thèmes de la retraite ou des impôts correspondent aussi aux préoccupations des français puisqu'ils représentent chacun 33,55 et 32,22% des français interrogés.

L'importance de ces thématiques économiques au sein de l'opinion française n'est pas surprenante étant donné la conjoncture économique difficile que traverse la France et ses voisins européens. Les français se montrent de plus en plus craintifs pour leurs avenir et ils attendent des réponses de la classe politique.

Rappelons qu'en 2007, Nicolas Sarkozy avait fait du pouvoir d'achat l'une des thématiques centrales de sa campagne.

Au milieu de tout ça, les thématiques liées aux questions d'immigration et de l'insécurité représentent une part non négligeable des préoccupations des français et plus particulièrement dans celles pour leurs pays.

Ainsi, en compilant 20,2% des sondés, l'immigration représente le sixième thème le plus préoccupant pour le pays; le thème de la sécurité arrive derrière et représente 15,22%.

Et, en additionnant ces deux thèmes on se rend compte du poids que représente ces thématiques puisqu'avec 35% elles deviennent la troisième préoccupation des français pour leurs pays, soit environ un français sur trois.

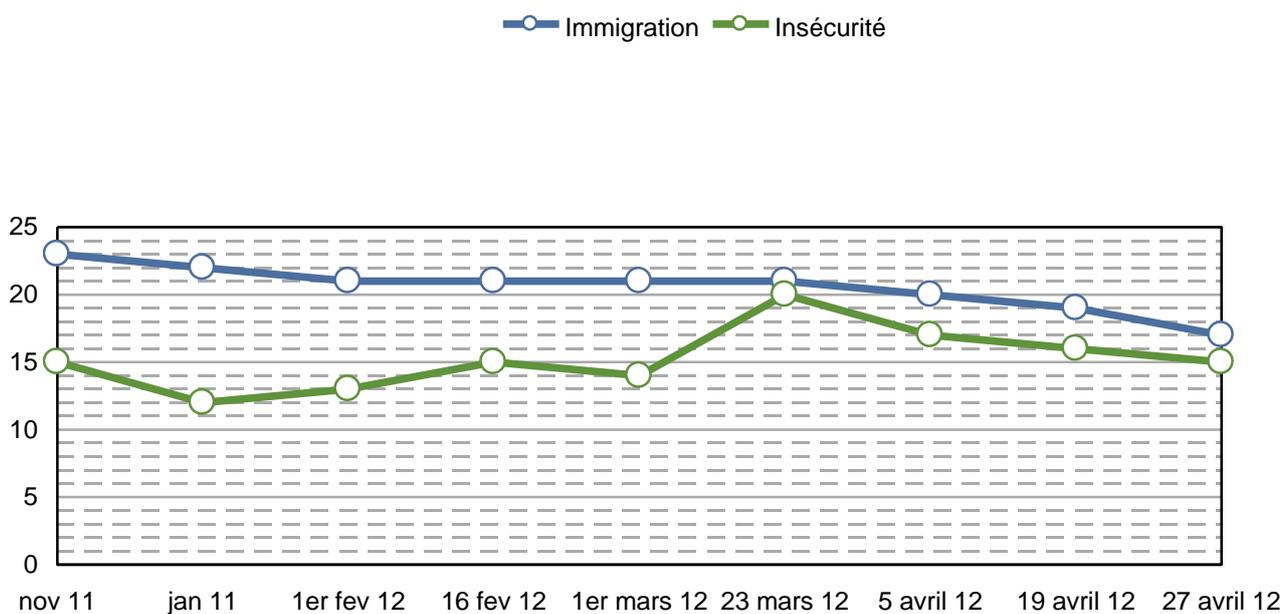
En ce qui concerne leurs situations personnelles, on observe que les français sont moins préoccupés par ces thèmes là, le thème de l'immigration passe alors à 11% tandis que celui de l'insécurité stagne à 16%.

Ce sondage nous permet donc de mettre en perspective que d'une part les thèmes de l'insécurité et de l'immigration occupent une place importante mais pas majeure dans les préoccupations des français, et d'autre part, que les français sont dans l'ensemble plus préoccupés par l'immigration pour leurs pays plutôt que pour leurs situations personnelles.

Cet état de fait pourrait s'expliquer par la nature même de la thématique de l'immigration, en effet, ce thème n'a pas cette dimension personnelle et vécue que pourrait avoir les thèmes du pouvoir d'achat ou celui des impôts par exemple.

Si l'on observe de plus près l'évolution de ces préoccupations pour l'insécurité ou l'immigration au fur et à mesure des mois,

**Figure II.3 Evolution des préoccupations pour leurs pays des thèmes de l'insécurité et l'immigration de novembre 2011 à avril 2012.**



En ce qui concerne l'analyse des courbes des variations de l'insécurité et de l'immigration pour la France et pour les français eux-mêmes, on observe que ces dernières ne varient pas réellement à travers le temps.

En effet, on s'aperçoit que ces courbes-là ne varient pas fortement à travers les différentes étapes de la campagne présidentielle, si ce n'est au moment de l'affaire Mohamed Merah<sup>84</sup> ou les préoccupations pour l'insécurité ont augmenté jusqu'à atteindre les 20%; on ne distingue pas de véritable pic de préoccupations sur ces thématiques là au niveau de l'opinion.

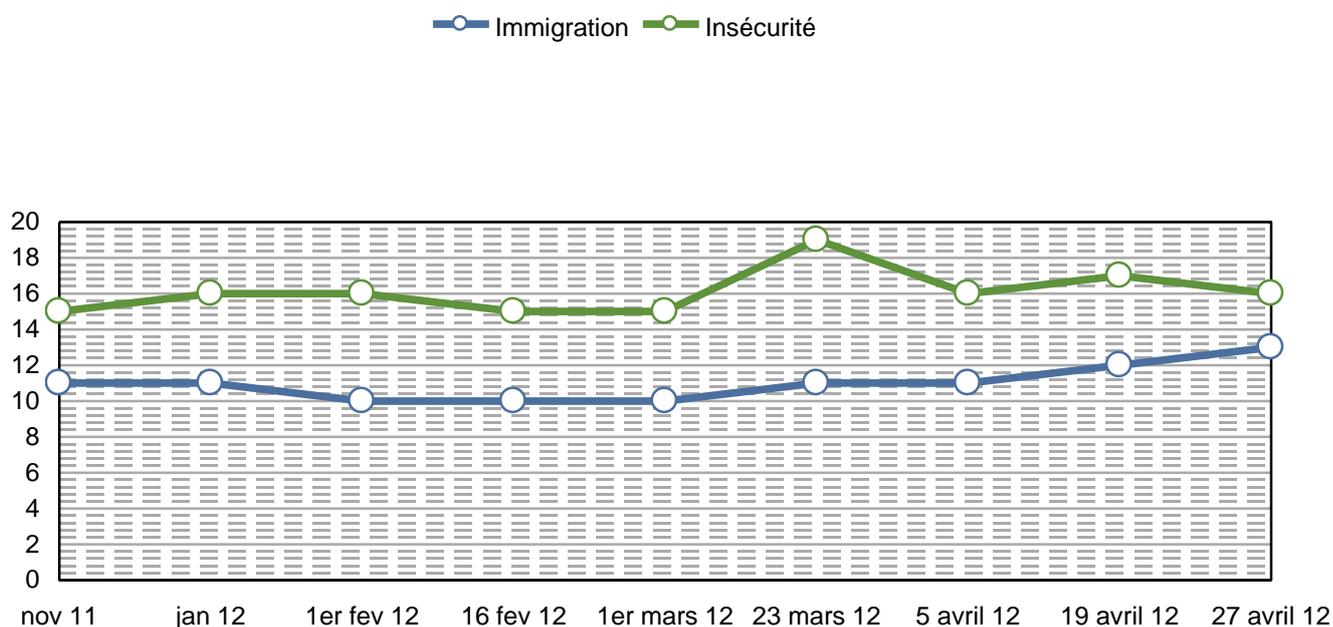
La courbe de préoccupations pour la France de la thématique immigration stagne autour de 20% de novembre 2011 jusqu'à avril 2012, on constate même une diminution de cette courbe à partir de mars 2012.

<sup>84</sup> On retiendra ici la date de la tuerie à l'école juive Ozar Hatorah le 19 mars 2012.

La courbe des préoccupations pour la France concernant l'insécurité varie autour des 15% sur cette même période, seul les actes terroristes menés par Mohamed Merah ont permis de faire augmenter significativement cette courbe.

Pour le reste, on constate que la courbe a commencé à augmenter à partir de l'entrée en campagne de Nicolas Sarkozy le 15 février.

***Figure II.4 Evolution des préoccupations pour eux-mêmes des thèmes de l'insécurité et l'immigration de novembre 2011 à avril 2012.***



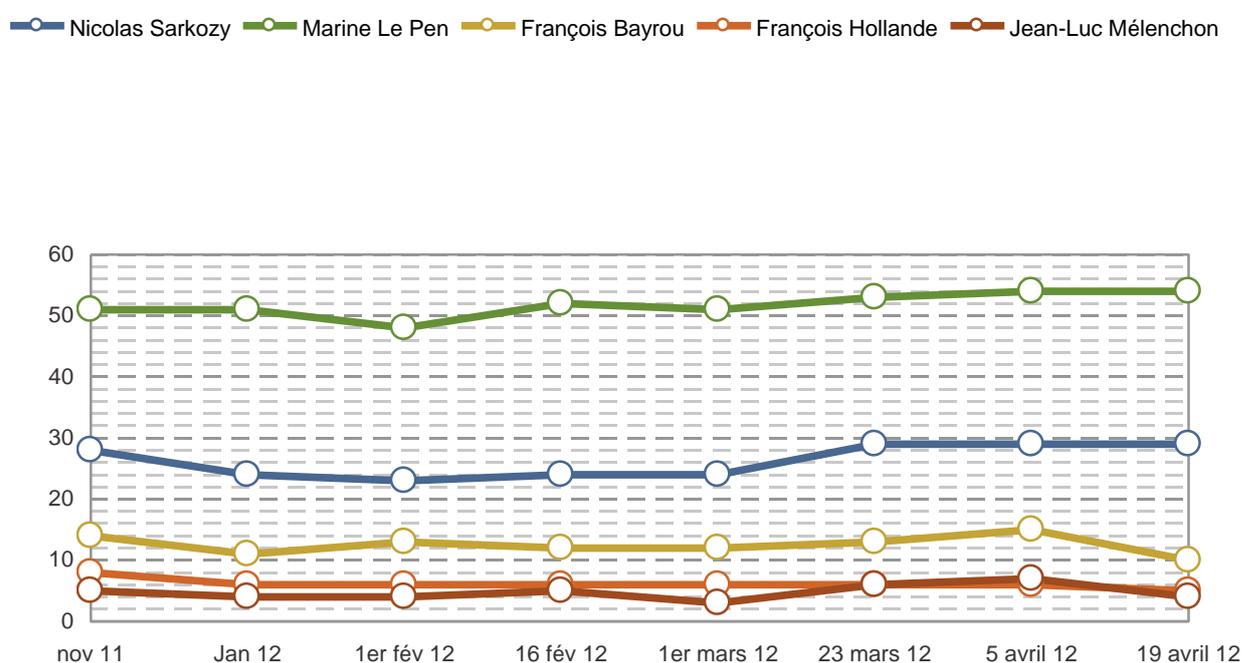
Concernant les préoccupations que les Français ont pour eux-mêmes sur les thématiques immigration et insécurité ; la encore le constat est grosso modo le même, les deux courbes ne varient pas significativement tout au long de cette période , pour la thématique sécuritaire on observe une stagnation autour de 15/16 % avec un pic à 19 lors de l'affaire Merah. Pour la thématique immigration, la courbe stagne entre 10 et 11% pour connaître une légère augmentation à partir de la mi-avril.

En somme, en ce qui concerne les préoccupations des Français sur ces thématiques sécuritaires et immigratoires, on se rend compte qu'ils ne sont pas d'une importance considérable comparée aux autres thématiques économiques. Néanmoins, si l'on compare les études d'opinion en fonction des différents candidats, on constate des différences significatives sur ces thématiques.

b) Des sensibilités équivalentes au sein de l'électorat

Les courbes qui vont suivre présentent les préoccupations des français pour l'insécurité et pour l'immigration en fonction des différents candidats à la présidence de la République sur une période s'étendant de novembre 2011 à la veille du premier tour de l'élection en avril 2012; ces deux graphiques permettent de mettre en évidence des phénomènes significatifs quand à l'état de l'opinion sur ces thématiques<sup>85</sup>.

***Figure II.5 Evolution des préoccupations pour l'immigration en fonction des candidats de novembre 2011 à avril 2012.***



D'abord concernant l'immigration, on peut distinguer que les courbes de Marine Le Pen et de Nicolas Sarkozy se situent tout au long de la période largement au dessus des autres candidats. En effet, pour Marine Le Pen, on constate que sa courbe fluctue autour des 50% tout au long de la période menant jusqu'au 1er tour de l'élection, c'est un chiffre considérable qui reflète bien l'importance prise par Marine Le Pen sur ce thème auprès de l'opinion.

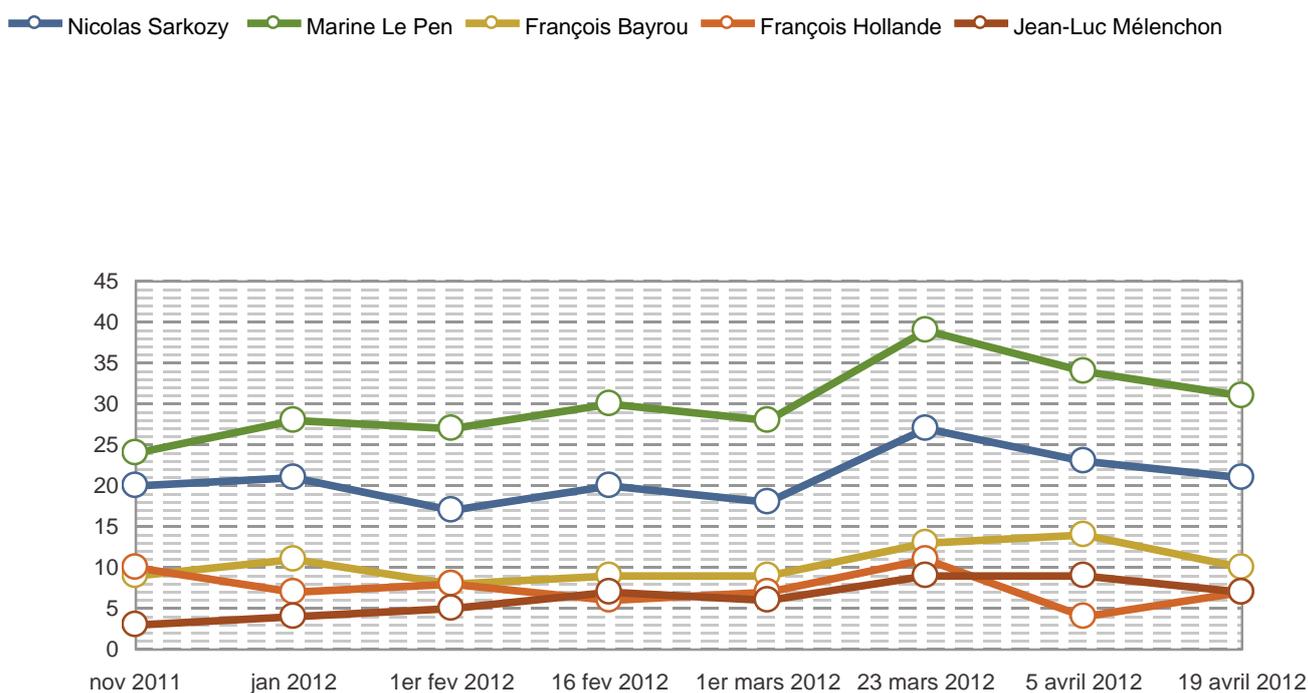
Pour ce qui est de Nicolas Sarkozy, on observe que sa courbe se situe autour de 25 % jusqu'à mars 2012 pour ensuite atteindre les 30% dans les périodes précédents l'élection du premier tour.

<sup>85</sup> Les comparaisons portent sur les candidats suivants : Nicolas Sarkozy, François Hollande, François Bayrou, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon

Derrière eux, les courbes des candidats François Hollande, François Bayrou et Jean-Luc Mélenchon se situent toutes à des niveaux inférieurs à 15% tout au long de la période.

Les courbes de François Bayrou et de Jean-Luc Mélenchon fluctuent même entre 5 et 10%, ce qui traduit la certaine faiblesse de ces candidats sur ce thème vis à vis de l'opinion.

***Figure II.6 Evolution des préoccupations pour l'insécurité en fonction des candidats de novembre 2011 à avril 2012.***



S'agissant des préoccupations sur l'insécurité en fonction des candidats, les courbes sont également révélatrices de la supériorité des candidats Le Pen et Sarkozy sur cette thématique.

Ainsi, on observe que la courbe de Marine Le Pen fluctue autour des 30% pour connaître un pic de 10 points au moment de l'affaire Merah en fin mars pour finalement revenir autour des 30 % à l'aube de l'élection.

La courbe de Nicolas Sarkozy quand à elle varie autour des 20% de novembre jusqu'à mars, fin mars une augmentation significative est également à constater au moment de l'affaire Merah ou Nicolas Sarkozy va gagner 10 points, sa courbe va rejoindre les 20% juste avant l'élection.

Derrière eux, les courbes des candidats Hollande, Bayrou et Mélenchon fluctuent en dessous de la barre des 10%.

Mais, ce qui est intéressant à travers ces deux graphiques c'est que l'on constate non seulement que l'électorat des candidats Le Pen et Sarkozy sont les plus préoccupés par ces thématiques, mais au delà de cet aspect, on constate également une corrélation positive entre les deux courbes.

Ainsi, si l'on calcule le coefficient de corrélation entre les courbes de Nicolas Sarkozy et celle de Marine Le Pen sur la thématique immigration, il s'élève à +0,78, étant supérieur à 0,5 on en déduit que ces deux courbes réagissent positivement l'une à l'autre.

Le constat est encore plus marqué en ce qui concerne la thématique de l'insécurité chez l'électorat de ces deux candidats; ici le coefficient de corrélation entre la courbe de Nicolas Sarkozy et celle de François Hollande s'élève à +0,857; étant très proche de 1, on en déduit une corrélation positive très nette entre les deux variables.

Partant de ce constat, on peut donc conclure une certaine similitude entre l'électorat de ces deux candidats.

On suppose ici à la vue des ces données que l'électorat de Nicolas Sarkozy et celui de Marine Le Pen seraient sensibles de manière quasi similaire aux thématiques de l'immigration et de l'insécurité en tant que sujet de préoccupation. C'est un constat intéressant, puisqu'il permet d'établir des similitudes entre des parties de l'opinion

Une autre étude réalisée par l'institut Ipsos a également permis de distinguer des points communs entre les deux électorats.

Ce tableau dresse ce que les électeurs français souhaitent le plus en fonction des candidats pour lesquels ils vont voter...

	J-L Mélenchon	F.Hollande	E. Joly	F. Bayrou	N. sarkozy	M. Le Pen
De travail	49	61	35	62	60	55
De pouvoir d'achat	53	55	26	46	43	56
De respect des autres	46	45	55	47	46	38
De solidarité	51	39	43	33	17	12
De sécurité	8	19	9	28	33	46
De morale	24	20	22	24	26	24
De responsabilité individuelle	17	16	26	18	32	17
D'écologie	18	16	59	13	9	7
De liberté	17	9	9	10	4	8
De protection	4	6	3	3	6	8
D'autorité	1	2	3	3	11	13

Cette étude présente ce "*qu'il faudrait dans un monde meilleur*" en fonction des intentions de vote au premier tour de chacune des personnes interrogées. Ainsi, les réponses à cette question sont très variées, certains désirent plus de travail, d'autres plus de pouvoir d'achat, plus de respect, plus de sécurité ou encore plus de morale.

Si l'on s'attarde sur les deux dernières propositions, on se rend compte que l'électorat Le Pen et Sarkozy sont sur représentés.

En effet, parmi ceux qui ont souhaité plus de sécurité dans un monde meilleur, 33% ont déclaré vouloir voter Nicolas Sarkozy au premier tour tandis que 46 % vont voter or Marine Le Pen, François Hollande et Jean-Luc Mélenchon se situent loin derrière avec des scores respectifs de 19 et 8%.

En ce qui concerne le désir de plus d'autorité en fonction des intentions de vote au premier tour, on observe la encore que ce sont ceux qui déclarent voter Marine Le Pen au premier tour qui arrivent en tête avec 13%, l'électorat sarkozyste le talonne avec un score de 11%. François Hollande, Eva Joly obtiennent des scores très faibles se situant entre 1 et 3 %.

En somme, ces différentes études sont révélatrices de la nette supériorité des candidats Le Pen et Sarkozy sur les thématiques immigration et insécurité.

Notons que Marine Le Pen arrive à chaque moment en tête avec un écart important sur ces thématiques tout au long de la période citée précédemment.

L'opinion française apparaît ainsi beaucoup comme étant beaucoup plus attirée par ces deux candidats en ce qui concerne la gestion de ces thématiques.

Partant de ce constat et compte tenu des intentions de vote qui placent Nicolas Sarkozy au second tour de l'élection<sup>86</sup>, ce dernier pourrait trouver ici une motivation supplémentaire pour tenter de capter l'électorat Le Pen en adoptant un discours calibré et axé sur ces thématiques sécuritaires et immigration.

De plus, lorsque l'on se penche sur les intentions de vote en faveur de Marine Le Pen, on se rend compte son électorat est en 2012 d'une importance majeure dans le paysage politique français.

En effet, avec des intentions de vote oscillant autour des 17 % tout au long de cette période, l'électorat de Marine Le Pen représente la troisième force du pays.

Ce constat est d'autant plus criant que l'électorat Le Pen apparaît même comme étant le plus ferme vis à vis de l'opinion, ainsi à la veille de l'élection 87 % des personnes ayant l'intention de voter Marine Le Pen affirment être surs de leurs choix, elle devance tous les autres candidats de ce point de vue.<sup>87</sup>

---

<sup>86</sup> voir figure III.9

<sup>87</sup> Etude Ipsos, Présidoscopie.

En tenant compte de ces chiffres et des similitudes existantes entre les électorats des deux candidats sur certaines thématiques, Nicolas Sarkozy aura tout intérêt à tenter de multiplier les appels du pieds à l'électorat de Le Pen afin de rallier à sa cause cette partie de la population.

c) La comparaison entre François Hollande et Nicolas Sarkozy .

Les intentions de vote placent comme l'indique la **figure II.9** depuis de longs mois Nicolas Sarkozy et François Hollande en tête à l'issue de ce premier tour de l'élection présidentielle.

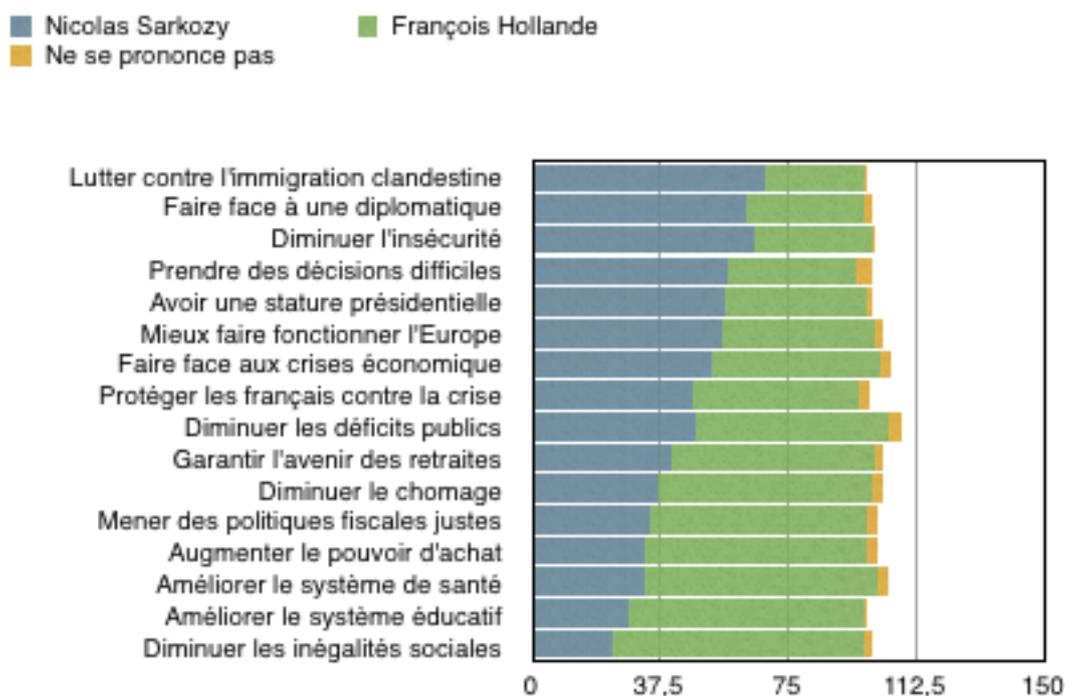
En effet, les différents instituts de sondages confèrent à ces deux protagonistes une avance assez large leurs permettant d'anticiper une stratégie adaptée à leurs besoins.

Dans cette perspective, Nicolas Sarkozy a choisi d'orienter son discours en fonction des thématiques sur lesquelles il avait un avantage certain par rapport à son principal concurrent.

Ainsi, une étude réalisée par l'institut Ipsos a permis d'effectuer une comparaison de la crédibilité des deux candidats sur les principaux sujets qui animent notre société.

Ce graphique nous permet donc de mettre en évidence et de comparer les sujets sur lesquels les deux candidats ont le plus de crédibilité auprès de l'opinion française, les personnes interrogées ont alors répondu à la question suivante : " *Qui de François Hollande ou de Nicolas Sarkozy vous semble le plus capable de ?*".

**Figure II.7 Crédibilité comparée des candidats Hollande et Sarkozy entre novembre 2011 et avril 2012.**



D'abord, il ressort de cette étude que Nicolas Sarkozy est dans une position délicate vis vis deson concurrent sur tous les sujets relatifs à l'économie. Rappelons que ce sont les sujets qui préoccupent le plus les français en cette période crise.

Que ce soit pour la diminution du chômage ou la crédibilité de François Hollande s'élève à 59%, l'augmentation du pouvoir d'achat ou il atteint les 63% ou encore la capacité à mener des politiques fiscales justes ou le candidat du Parti Socialiste frôle les 62% , il apparait que les Français font davantage confiance au candidat socialiste plutôt qu'au président sortant en ce qui concerne la politique économique du pays.

On pourrait expliquer cet état de fait par le bilan négatif du quinquennat de Nicolas Sarkozy et la difficulté éprouvée par le président sortant à faire-valoir ses réformes économiques auprès de l'opinion.

Mais, à coté de cela, la crédibilité du président sortant semble davantage se porter sur d'autres sujets de société et sur des thématiques plus centrées sur la personnalité du candidat.

Dès lors, on constate que Nicolas Sarkozy a su tirer profit auprès de l'opinion de sa position de président sortant, il apparait alors comme étant plus crédible auprès de l'opinion que François Hollande en ce qui concerne la capacité à prendre des décisions difficiles avec ( 57,5% en faveur de Nicolas Sarkozy) , le fait de pouvoir face a à une crise diplomatique ou Nicolas Sarkozy atteint les 62,7 % ou encore la capacité à acquérir une stature présidentielle avec un score de 56,6%.

Ainsi, lors de sa campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy n'aura de cesse de mettre en avant son influence sur la scène internationale tout en dénonçant la personnalité de son principal concurrent.

En ce qui concerne le crédibilité comparée des deux candidats favoris sur les thèmes de l'immigration et de l'insécurité, on se rend compte que Nicolas Sarkozy devance assez nettement François Hollande sur ces sujets.

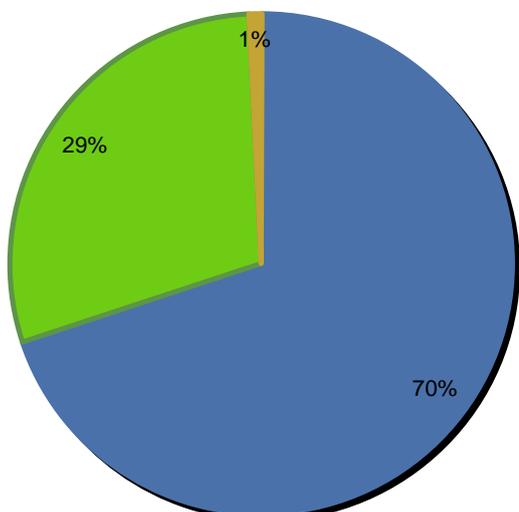
Ainsi, sur 100 personnes interrogées, 68,5 % d'entres elles estiment que Nicolas Sarkozy est plus capable de lutter contre l'immigration clandestine.

S'agissant de la lutte contre l'insécurité, l'écart entre les deux candidats est quasiment similaire puisque Nicolas Sarkozy est jugé plus crédible sur ce sujet par 65% des personnes interrogées.

**Figure II.7 Crédibilité comparée des candidats Hollande et Sarkozy sur les thèmes de l'immigration et de l'insécurité.**

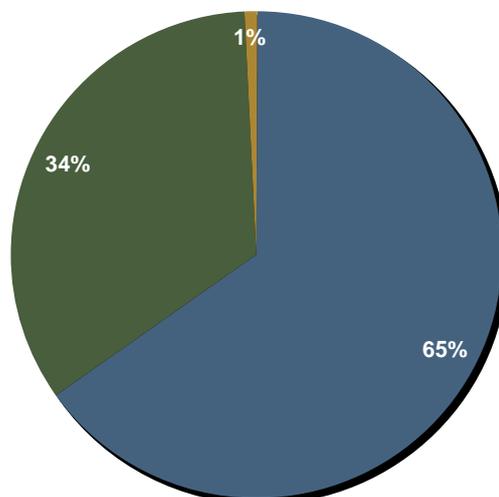
*Sur le thème de l'immigration:*

■ Nicolas Sarkozy ■ François Hollande ■ NSP



*Sur le thème de l'insécurité :*

■ Nicolas Sarkozy ■ François Hollande ■ NSP



On se rend compte que l'immigration et l'insécurité constituent les thèmes sur lesquels l'écart de crédibilité entre Nicolas Sarkozy et François Hollande est le plus élevé en faveur du président sortant.

Et, comme l'indique le graphique ci-dessous l'écart entre les deux candidats est durable et il s'est maintenu à travers le temps sans connaître de variation significative. La crédibilité comparée des deux candidats sur ces thématiques semble ainsi s'être inscrite profondément au sein de l'opinion.

Et, cette crédibilité conférée par l'opinion au président sortant par rapport à son principal concurrent pour l'accession à la présidence de la République, sera pour Nicolas Sarkozy une motivation supplémentaire pour adopter un discours centré sur ces thématiques et tenter de convaincre une plus large partie de l'électorat.

#### **4/ S'adresser aux classes populaires.**

Nous allons ici tenter de mettre en perspective les différentes mutations de la société française qui laissent entrevoir les raisons pour lesquelles Nicolas Sarkozy va tenter de s'adresser aux classes populaires lors de sa tentative de réélection.

##### **A) Une fracture identitaire.**

Le discours sarkozyste lors de la campagne présidentielle de 2012 orienté sur des thématiques identitaires et sécuritaires prend également ses sources à partir d'une analyse des clivages qui scindent la société française et en particulier au sein des milieux populaires et des classes moyennes.

Dans cette perspective, le géographe Christophe Guilluy avec son ouvrage intitulé "*Fractures françaises*<sup>88</sup>" a cherché à mettre en évidence la crise du vivre ensemble à laquelle nous sommes en train d'assister, cet ouvrage peut être considéré comme un élément clé de la compréhension du discours de Nicolas Sarkozy en 2012.

Ainsi, en se basant sur de nombreuses données statistiques, l'auteur décrypte les clivages socio-culturels qui règnent actuellement au sein des couches les moins aisées de la population après 20 ans de mondialisation effrénée.

Il dresse alors un constat alarmiste de la société française qui pourrait donner un écho favorable au discours droitier de Nicolas Sarkozy.

Comme point de départ de son analyse, l'auteur décrit et dénonce le discours dominant relégué par les médias selon lequel la banlieue française est stigmatisée et victimisée et pour lui ce phénomène participerait "*à la construction d'une représentation erronée de la société française*<sup>89</sup>" auprès d'une majeure partie de l'opinion.

On a ici l'idée que la France serait divisée en deux c'est à dire que nous aurions d'un côté les exclus composés des minorités qui vivent en banlieue et d'un autre côté, nous aurions les membres de la classe moyenne.

Or, cette vision des choses qui prédomine dans la sphère médiatique et auprès des faiseurs d'opinion est inexacte et elle occulte d'autres problèmes qui affectent sérieusement la société française.

---

<sup>88</sup> Guilluy Christophe, 2010, "*Fractures françaises*", François Bourin Editeur.

<sup>89</sup> Ibid p17

En effet, Christophe Guilluy pointe du doigt le fait que depuis trente ans les problèmes sociaux se sont concentrés sur la question de la banlieue et cela aurait eu tendance à favoriser le sentiment d'exclusion et d'incertitude des populations habitant dans les territoires ruraux et péri-urbains. Il commence alors par expliquer comment s'est construit le discours dominant sur la banlieue française, et en quoi ce discours s'est progressivement inscrit dans la durée auprès des classes dirigeantes et de la sphère médiatique française.

Il dénonce ainsi la disparition de la France "*ouvrière, industrielle des quartiers populaires*" à l'aube des années 80 au fur et à mesure qu'émergeait "*l'obsession des banlieues*"<sup>90</sup> p19

Pour lui, cette obsession pour la banlieue relayée par les médias et par les politiques prend naissance en septembre 1979 avec les émeutes urbaines de Vaulx-en-Velin, lorsque la banlieue devient véritablement un objet politique et médiatique.

Ces événements vont connaître un écho très fort auprès des médias et seront l'objet de nombreux débats pour les politiques, tous les quartiers sensibles de France auront droit à leurs analyses et aux décryptages des problèmes qu'ils rencontrent.

Ce phénomène va d'ailleurs se reproduire au cours des trente années suivantes, plus récemment on peut faire référence aux émeutes de Villiers -Le-Bel en 2005 qui ont suscité de nombreuses réactions tant sur le plan médiatique que politique.

Le traitement médiatique de ces événements va ainsi générer une certaine image d'angoisse auprès de ces territoires français et des habitants qui y vivent, la thématique banlieusarde devient alors omniprésente.

Dans la foulée, la figure du jeune issue de l'immigration se dégrade auprès de l'opinion, celui-ci est perçu comme violent et se caractérise par son refus de s'intégrer à la société, Christophe Guilluy dénonce ici le "*fantasme d'une classe dirigeante persuadée d'être face à l'apparition en France du ghetto black américain*"<sup>91</sup>.

Ces territoires sont pointés du doigt pour le manque d'investissement public et la dégradation des locaux qui en découle.

C'est ainsi l'image d'une société à l'américaine composée de ghettos ethniques qui va progressivement s'imposer dans le discours dominant par l'intermédiaire des principaux faiseurs d'opinion, la question des minorités devient alors central.

La vision de la société française va alors se résumer progressivement à des minorités visibles qui habitent dans des quartiers sensibles tandis que les minorités invisibles habitent eux dans des quartiers pavillonnaires.

---

<sup>90</sup> Ibid p19

<sup>91</sup> Ibid p22

Christophe Guilluy sans nier les problèmes des banlieues en France tient à nuancer cette vision négative du territoire véhiculée par ce discours dominant.

Ainsi, il tient à rappeler que la population vivant en banlieue n'est pas composée que de jeunes gens, la majorité de la population habitant ces territoires est majoritairement composée d'adultes et de personnes âgées avec une progression importante des plus de 60 ans; il est important de le préciser.

De plus, cette idée de ghettoïsation telle qu'elle existe aux Etats-Unis impliquerait un retrait quasi total de l'état de ces quartiers dits sensibles. Or, il tient à affirmer que ces territoires bénéficient malgré tout d'équipements publics et d'investissements supérieurs à ceux des territoires périurbains et ruraux alors qu'ils sont également socialement défavorisés, confrontés au chômage de masse et aux conséquences de la mondialisation.

Il dénonce également le piège de la médiatisation qui s'est progressivement refermé sur la banlieue et sur ceux qui y vivent; pour lui, le traitement médiatique des émeutes de 2005 résume d'ailleurs assez bien cette situation.

En effet, on a vu à ce moment là se multiplier sur les plateaux télévisés des pseudos experts de la banlieue pour commenter la situation, ces derniers étaient le plus souvent issus du monde médiatique et le seul fait d'avoir vécu en banlieue suffisait à légitimer leurs analyses, Christophe Guilluy parlera ainsi d'un "*illusion biographique qui permet de crédibiliser le spectacle*"<sup>92</sup>.

En clair, Christophe Guilluy tente à travers son analyse de dénoncer ce phénomène d'occultation des problèmes sociaux et culturels des habitants vivant dans les territoires périurbains et ruraux qui serait due à un discours dominant qui ne cesse de mettre en lumière les problèmes des banlieues. Cette relégation au second plan par les pouvoirs politiques et médiatiques des problèmes des autres catégories les moins aisées de la population va créer un véritable clivage social au sein de la population.

Or, cette France périphérique oubliée de la classe politique et de la sphère médiatique est majoritaire dans le pays, et elle se caractérise par sa forte démographie. Il pense même que c'est désormais sur ces territoires que se joue l'avenir des couches populaires et d'une partie des classes moyennes.

.

Ces territoires où se concentrent désormais l'essentiel des populations pauvres sont touchés de plein fouet par la mondialisation, "*les zones rurales, les espaces industriels, zones de lotissements bas de*

---

<sup>92</sup> Ibid p29

*gamme ou petites communes industrielles, les ménages modestes et parfois pauvres sont ainsi majoritaires*<sup>93</sup> et ils sont concernés par la plupart des plans sociaux qui affectent la pays.

Pour exemple, la région Nord Pas de Calais se caractérise par un revenu disponible brut moyen par habitant 17% inférieur à celui des habitants vivant en France métropolitaine.

Ainsi, ce phénomène de relégation d'une partie des habitants du territoire français serait à l'origine de certains comportements xénophobes et de revendications identitaires.

Le clivage socio-culturel qui traverse la France est de plus en plus marqué et incite une grande partie de la population à manifester des revendications identitaires et sociales.

Ici, Christophe Guilluy se réfère aux personnes qui sont le plus au front de la mondialisation, c'est à dire les ouvriers, les paysans ou encore les petits fonctionnaires qui vivent aux mêmes endroits.

Ainsi, l'auteur affirme que cette catégorie de la population est affectée par un sentiment d'insécurité tant au niveau social que sur le plan identitaire.

Socialement car les perspectives d'ascension non seulement pour eux mais aussi pour leurs enfants se sont considérablement réduites avec la conjoncture économique actuelle.

Alors que dans les années 1960 il fallait douze années pour que les classes moyennes atteignent le un niveau de vie comparable à ceux des catégories aisées; aujourd'hui trente-cinq années sont nécessaires. En fait, l'auteur met en évidence le fait que la classe moyenne à laquelle s'adresse les dirigeants politiques depuis trente ans ne concernait plus qu'une seule génération, celle des baby-boomers , on assiste donc à un phénomène d'extension des classes populaires.

Les générations récentes se caractérisent ainsi par un phénomène de dégradation sociale évident accentué notamment par l'impact de la mondialisation.

Au niveau identitaire, les revendications peuvent s'expliquer du fait des craintes éprouvées par la perte progressive des repères et des valeurs qui formaient la société. Christophe Guilly fait ici référence aux changements provoqués par l'immigration massive dans nos villes et à la recomposition de la population que cela induit.

Dans cette perspective on assisterait alors à un changement de la nature même de l'immigration, dans les années 1960, on observe que l'immigré qui venait en France s'adaptait plus ou moins rapidement "*à la culture dominante*" et son destin était de se "*fondre dans les milieux populaires des pays d'accueils*"<sup>94</sup>.

---

<sup>93</sup> Ibid p113

<sup>94</sup> Ibid p153

Puis, à partir des années 1970 1980, l'intensification des flux migratoires due au phénomène mondialisation a progressivement fait perdre le statut de référent culturel de la "*population autochtone*<sup>95</sup>". En d'autres termes, l'autochtone a du faire face non seulement à un bouleversement de son cadre de vie mais aussi à un changement au niveau de son statut dans la société; d'ou une perte de repère.

Pour l'auteur, la réalité de l'immigration d'aujourd'hui est qu'en se déplaçant l'immigré renforce son intégration à l'économie monde et aux logiques de la mondialisation libérale, les villes dans lesquelles s'installent les nouveaux arrivants sont déjà mondialisées, ce phénomène contribue donc au sentiment de dénationalisation et au renforcement du communautarisme dans ces zones, l'auteur parle même d'un phénomène d'"*ethnicisation des territoires*<sup>96</sup>" p65 .

Pour illustrer ses propos, l'auteur prend pour exemple la ville de Grigny en Essonne, il y décrit la gestion compliquée de la question de l'immigration clandestine par les pouvoirs publics de la ville.

Christophe Guilly parle aussi du sentiment d'insécurité qui est d'après lui à l'origine de la représentation négative des minorités. Pour l'auteur, au delà du racisme même c'est l'insécurité qui est le principal facteur de division de la population française, c'est elle qui explique la fuite des classes moyennes des banlieues françaises vers les zones rurales ou péri-urbaines. L'insécurité participerait donc au développement de la méfiance entre individus et parfois entre communautés. De plus, le discours entretenu par les médias contribuerait à favoriser "*l'amalgame entre d'un côté violence et délinquance et de l'autre jeune maghrébin et jeune noir*<sup>97</sup>"p52.

Nous parlerons ainsi d'une situation d'insécurité sociale et identitaire pour décrire les conditions dans lesquelles vit cette catégorie de la population.

Et cela aura notamment pour conséquence un recul de la mixité au sein de la population française. Pour prendre exemple, l'auteur s'appuie sur une étude d'Eric Maurin qui avait mis en évidence que le voisinage des jeunes français d'origine française n'avait pas été modifié par l'augmentation de 11,7 à 16,9% des jeunes français d'origine étrangère entre 1968 et 1999.

Ce phénomène met ainsi en évidence non seulement le recul de la mixité au sein de la population, mais cela traduit également une dynamique de séparation au sein même des milieux les plus modestes.

Partant de ce constat, les individus confrontés à cet état de fait seraient davantage réceptifs aux questions d'immigration et aux thématiques identitaires.

---

<sup>95</sup> Idem

<sup>96</sup> Ibid p65

<sup>97</sup> Ibid p52

Cet état de fait a été pris en considération par les politiques et le discours s'est progressivement adapté.

En effet, si récemment la droite française avec des personnalités telles que Claude Guéant, Brice Hortefeux ou encore Jean-François Copé n'ont cessé dans leurs discours de dénoncer le déclin de l'identité nationale et les dangers de l'immigration; c'est avant tout pour être en mesure de répondre aux revendications et aux attentes de cette France périphérique rurale industrielle et périurbaine. Christophe Guilluy souligne également le fait que ces catégories de personnes ont été progressivement abandonnées par la gauche car d'après lui ils ne voient rien de 60% de la population, la France périphérique.

Il existerait ainsi un socle électoral important qui soit sensible à ces thématiques, et Nicolas Sarkozy en poursuivant les axes abordés lors de sa campagne de 2007 et ensuite lors de son quinquennat va durant sa campagne de 2012 tenter d'adapter son discours pour séduire cette partie de l'électorat.

## **B / Une captation de l'électorat populaire**

Des études réalisées par des sociologues ont permis de mettre en évidence un certain phénomène d'éloignement des classes populaires vis à vis du Parti Socialiste qui laisserait entreprendre une exploitation électorale de cet état de fait par les partis adverses.

Ainsi, les deux politistes Rémy Lefebvre et Frédéric Sawicki dans un ouvrage commun intitulé "*La société des socialistes*"<sup>98</sup> publié en 2006 avaient déjà commencé à décrire les difficultés du Parti Socialiste français à s'imposer auprès des classes populaires.

D'abord, ils expliquent ces difficultés par la structure même du paysage politique français et à ses spécificités. Ainsi, le Parti Socialiste français se distingue des autres mouvements socialistes européens par la faiblesse de ses scores électoraux sur le long terme; cela s'explique notamment par la permanence d'un Front National élevé lors des élections présidentielles ou encore de l'existence d'une gauche radicale diversifiée et toujours dynamique qui réussissent à capter une part importante de l'électorat populaire. De plus, le Parti Socialiste a toujours éprouvé des difficultés à s'imposer auprès des milieux ouvriers et de certains mouvements syndicaux.

Mais, le phénomène de rupture le plus marquant entre le Parti Socialiste et les milieux populaires doit se comprendre en interprétant le changement des dirigeants du parti.

---

<sup>98</sup> Rémy Lefebvre, Frédéric Sawicki, 2006, "*La société des socialistes*", Broché.

En effet, on a assisté à une modification progressive des élites dirigeantes du PS qui aurait profondément bouleversé le lien qu'ils entretenaient avec leurs militants.

Ainsi, les auteurs soulignent que dans les années 1970, le militantisme était considéré comme le meilleur des moyens pour pouvoir être investi lors des élections, l'idée était alors que l'engagement politique primait sur le parcours professionnel.

Et, cela se constate lorsque l'on observe le parcours de la première génération de dirigeants du parti. Des personnalités telles que Michel Rocard, Lionel Jospin ou encore Pierre Joxe avaient tous un long passé militant, et leurs ascensions hiérarchiques au sein du parti ne s'expliquent pas seulement par un quelconque statut d'expert. Ainsi, ces derniers ont grâce à leurs activités militantes au sein de l'Unef notamment pu accéder à des postes importants au sein du Parti. Ce mode de fonctionnement permettait au parti de se rapprocher de sa base électorale militante qui se sentait alors davantage concerné.

Mais, au début des années 1980, les générations suivantes de dirigeants se sont distinguées par leurs accès rapides au pouvoir en sautant la case militantisme. Ainsi, un homme tel que Laurent Fabius est arrivé au poste de premier Ministre du gouvernement de François Mitterrand car ce dernier bénéficiait d'un statut d'expert du fait de son diplôme d'énarque.

On assiste ainsi dans l'ensemble à une répétition de ce mode de fonctionnement pour accéder aux instances dirigeantes du parti, ce qui aura pour conséquence de créer une certaine rupture entre les élites dirigeantes et sa base militante.

Dans cette perspective, les auteurs sont amenés à penser que l'embourgeoisement de la classe dirigeante du parti a entraîné la marginalisation des catégories populaires et des professions indépendantes au profit des fonctionnaires de catégorie A et des professeurs du secondaire et du supérieur; les auteurs dénoncent cet écartement progressif des classes populaires.

Dans une interview plus récente et datant de 2012, Frédéric Sawicki confirme ce phénomène de rupture du PS vis à vis des classes populaires, il souligne notamment que "*lorsque le PS compose ses listes, aux élections locales ou nationales, il y a très peu de représentants du monde ouvrier ou des quartiers populaires.*" avant d'ajouter que "*le PS est aujourd'hui incapable de recruter et de former des représentants qui peuvent incarner ces couches là, je ne dis pas que cela permettrait de combattre le FN, mais ça permettrait de montrer à cet électorat que le PS est ouvert à l'ensemble des catégories modestes et que leur voix peut être entendue*"<sup>99</sup>

Conscient de ce phénomène de rupture entre la base populaire et ses élites, François Kahlfon qui est en charge des études d'opinion au PS a d'ailleurs souhaité lors d'une interview accordée au site Atlatico que la campagne du parti en 2012 s'adresse davantage aux catégories populaires que par le

---

<sup>99</sup> Interview de Frédéric Sawicki, Médiapart, 25 avril 2012.

passé. Il affirma ainsi "*vouloir rendre visible cette France invisible des classes populaire et qu'elle soit au centre des préoccupations et des considérations électorales*<sup>100</sup>".

Ainsi, à la vue de ces analyses il apparaît que le contrôle des classes populaires soit un enjeu de taille lors des élections pour la présidentielle de 2012. Et, compte tenu de l'état de cet électorat populaire et de sa rupture progressive avec le Parti Socialiste, il semblerait que les partis de droite disposent d'un avantage certain par rapport à leur concurrent.

Partant de là, Nicolas Sarkozy aura toutes les raisons pour tenter de convaincre cet électorat à se rallier à sa cause tout en essayant de réduire au maximum celui de LePen comme il l'avait fait en 2007.

Nonna Mayer a d'ailleurs déjà mis en évidence la phénomène de syphonage du vote Front National effectué par Nicolas Sarkozy en 2007 qui lui avait permis de remporter l'élection<sup>101</sup>.

En obtenant 10,4% des suffrages au premier tour, Jean-Marie LePen avait perdu près d'un million d'électeurs par rapport à l'élection du 21 avril 2002. Cette diminution de son électorat était d'autant plus surprenante que les sondages pré-électorales prévoyaient un score entre 12 et 15 % et que les traits distinctifs du vote frontiste n'avaient pas changé. En effet, les enquêtes d'opinion attestaient de la continuité des thématiques immigration et délinquance en tant que préoccupations pour cet électorat. De plus, la composition de l'électorat LePen semblait être sensiblement la même que lors des élections précédentes avec une prédominance des individus masculins, non diplômés et une forte présence au sein du monde ouvrier.

Partant de là, nous pouvons expliquer le fait que Nicolas Sarkozy ait réussi à attirer les électeurs du Front National, ce dernier étant parvenu à convaincre 26% des électeurs de Le Pen de 2002 de se tourner vers lui au moment du premier tour de la présidentielle.

Ainsi, Nonna Mayer souligne que ces lépeno-sarkozystes avaient les mêmes motivations de base que les autres lépnistes, ils partageaient alors les mêmes craintes vis à vis des immigrés et de l'islam et avaient une vision sécuritaire de la société. En cela, ils incarnaient bien cette droite radicale et conservatrice et étaient sensibles aux mêmes discours.

En fait, si ces électeurs lépeno sarkozystes partagent les mêmes préoccupations et éprouvent les mêmes besoins que l'électorat FN traditionnel, ils réussissent à distinguer les candidats du Front

---

<sup>100</sup> Interview de François Kahlfon au site [www.atlantico.fr](http://www.atlantico.fr), 6 décembre 2011.

<sup>101</sup> Nonna Mayer, 2007, "*Comment Nicolas Sarkozy a rétréci l'électorat de Le Pen*", revue française de science politique

national et de l'UMP dans leurs capacités et leurs crédibilités à mettre en oeuvre les réformes proposées.

En 2007, Nicolas Sarkozy a donc réussi à capter l'électorat Le Pen en adoptant un discours similaire et en abordant les mêmes thématiques que ce dernier; mais il s'en différencie par sa capacité à être un candidat à la présidence crédible et à mieux incarner les idées qu'il défend.

Partant de ce constat, le défi de Nicolas Sarkozy en 2012 sera de pouvoir réitérer cette performance, c'est à dire être capable de s'accaparer une bonne partie de l'électorat lepéniste en surfant sur les thématiques insécurité et immigration.

Mais, pour arriver à ses fins, la stratégie de dédramatisation du Front National menée par Marine Le Pen semble être un réel obstacle pour Nicolas Sarkozy, c'est d'ailleurs ce que confirme le journaliste Henry Vernet en affirmant que les individus "*ont moins de peur pour afficher leurs décisions*"<sup>102</sup> de voter pour Marine Le Pen, en cela cette dernière a un fort potentiel électoral par rapport à son père.

Ainsi, on s'aperçoit que la France des classes populaires devient peu à peu un enjeu de campagne déterminant pour les candidats.

Les déclarations se multiplient pour tenter de séduire cette partie de l'électorat; le 11 décembre 2011, lors de son premier meeting de campagne à Metz Marine Le Pen s'est par exemple autodéclarée comme étant la "*présidente des oubliés, cette présidente des invisibles*" François Hollande va l'imiter dans son meeting de Mérignac du 5 janvier 2012, le candidat PS affirma ainsi sa volonté d'aller chercher "*ces électeurs populaires souvent modestes qui se sentent oubliés, trahis qui n'en peuvent plus, qui ne savent pas vers qui se tourner...Alors, c'est vers eux qu'il faut aller?*" . Du côté de l'UMP, Jean-François Copé ira aussi de sa déclaration en affirmant que "*Les oubliés, les silencieux, il y a ceux qui en parlent. Nous, nous allons leur donner la parole*"<sup>103</sup>.

Mais, c'est dans une interview accordée au Figaro Magazine datant du 10 février 2012 et précédant de quelques jours son entrée en campagne officielle que Nicolas Sarkozy va confirmer cette orientation idéologique de sa campagne décrite ci-dessus.

Il va ainsi fixer la ligne de conduite qu'il adoptera jusqu'au moment de l'élection, et les valeurs qu'il tentera de défendre jusqu'à cette date butoir.

Ainsi, au cours de son entretien avec le journaliste de nombreux sujets sont évoqués tels que, son opposition au mariage homosexuel, le rétablissement de l'autorité à l'école, la faisabilité d'un

---

<sup>102</sup> Entretien avec Henry Vernet, voir annexes.

<sup>103</sup> Jean -François Copé au *Figaro* le 16 décembre 2011.

référendum, la question de l'identité nationale et des racines chrétiennes de la France , le droit de vote des étrangers, la laïcité ou encore la maîtrise de l'immigration; tout y passe et on comprend bien les thèmes sur lesquels Nicolas Sarkozy souhaitera axer sa campagne.

Nous allons dès lors analyser les tenants et les aboutissants de la campagne pour l'élection présidentielle menée par Nicolas Sarkozy.

Cette analyse aussi bien qualitative et quantitative évaluera à chaque moment important de la campagne le poids et l'influence du discours sur l'insécurité et l'immigration